ISSN 3088-8824

# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

Jeudi 19 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1030 ■

Chronique Eco

**Qui a peur de la planification ?**

P 16

MACHINISME AGRICOLE ET LAIT INFANTILE

# De nouveaux accords algéro-biélorusses

***L'Algérie et le Bélarus consolident leur coopération économique à travers de nouveaux accords dans les domaines de la mécanisation agricole et de l'industrie agroalimentaire. En effet, la deuxième session de la Commission mixte algéro-biélorusse pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technique, qui s'est tenue hier à Minsk, s'est conclue par la signature de plusieurs accords portant notamment sur la fabrication de tracteurs agricoles, le développement de moissonneuses-batteuses et la concrétisation d'un projet de production de lait infantile en Algérie.*** P 3



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

## *L'avancement de plusieurs chantiers à l'ordre du jour*

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé ce mercredi une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de plusieurs chantiers engagés dans les domaines de la numérisation, de la modernisation des moyens de paiement électronique et de la normalisation des produits destinés aux travaux publics et aux infrastructures de base.

P 3

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRO-IVOIRIENNE

## *Sonelgaz décroche ses premiers contrats en Côte d'Ivoire*

La visite de travail du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, en Côte d'Ivoire du 16 au 19 novembre, a donné une impulsion décisive aux relations bilatérales. Elle a permis de traduire les engagements politiques en accords concrets, avec la conclusion des premiers contrats commerciaux entre Sonelgaz International et Côte d'Ivoire Énergies. Ces contrats portent sur plusieurs projets structurants, destinés à renforcer les capacités de production électrique ivoiriennes et à moderniser les infrastructures du pays.

P 2

**CONTRIBUTION**

LE CONCEPT D'ETAT

## *Vers un essai de compréhension de sa dimension pérenne*

En reconstituant la fresque historique du rôle de l'Etat, du moyen âge à l'époque contemporaine, on établit fidèlement ses caractéristiques premières et les fondamentaux auxquels il est parvenu : autoritaire, partial, protecteur, populiste, arbitre, propriétaire, gestionnaire ou gardien des dogmes et des valeurs qu'il prétend incarner.

**Par Rachid MEKSEN, Economiste, ancien Haut fonctionnaire**

P 3

"LOGISTICAL 2026"

**La compétitivité logistique passe par un transport multimodal et une réduction des coûts** P 2

GAZODUC TRANSSAHARIEN (TSGP)

**L'Algérie et le Niger accélèrent les préparatifs** P 3

FORUM AFRICAIN SUR LES POLITIQUES DES COMPÉTENCES

**Adoption de la «Déclaration d'Oran sur l'avenir des compétences en Afrique»** P 4

"LOGISTICAL 2026"

## La compétitivité logistique passe par un transport multimodal et une réduction des coûts

Les exposants participant à la 9e édition du Salon international du transport et de la logistique "LOGISTICAL 2026", ouverte mardi au Palais des expositions (SAFEX) à Alger, ont souligné l'importance du développement des solutions multimodales, de la modernisation des infrastructures et de l'amélioration des performances logistiques pour réduire les coûts.

Dans ce cadre, le directeur central au niveau de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Farid Halliche, a indiqué à l'APS que la participation de son entreprise à cette manifestation constitue une occasion de présenter le concept du transport multimodal, notamment à travers le développement de partenariats avec les opérateurs des secteurs maritime et routier. Il a relevé que l'extension du réseau ferroviaire national, appelé à atteindre 12.000 km, nécessite de développer des solutions complémentaires pour desservir l'ensemble du territoire, notamment à travers la création de plateformes logistiques dans des zones stratégiques raccordées au réseau ferroviaire.

Cette approche permettra, a-t-il expliqué, d'acheminer les marchandises jusqu'au consommateur final à des coûts abordables, tout en tirant profit de la capacité du transport ferroviaire à déplacer d'importants volumes de marchandises à moindre coût.

De son côté, le PDG d'une entreprise privée spécialisée dans le transport et la logistique, Djamel Bekkara, a souligné que la réduction des coûts logistiques constitue un enjeu essentiel pour soutenir les exportations nationales.

Il a estimé que cet objectif passe notamment par la réduction des délais d'attente des navires en rade, ainsi que par le maintien d'un rythme de production régulier au niveau des usines, afin de respecter les délais de livraison et de répondre aux exigences des marchés.

Dans le domaine du fret aérien, le directeur marketing d'Air Algérie Cargo, Adel Kniber, a affirmé que son entreprise ambitionne d'accompagner les opérateurs économiques à travers des prestations de qualité, des délais d'acheminement rapides et des tarifs compétitifs.

Cette édition de "LOGISTICAL", qui se poursuit jusqu'à jeudi, réunit plus de 80 exposants publics et privés représentant différents segments des secteurs du transport et de la logistique.

**R E.**

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRO-IVOIRIENNE

# Sonelgaz décroche ses premiers contrats en Côte d'Ivoire

*La visite de travail du ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, en Côte d'Ivoire du 16 au 19 novembre, a donné une impulsion décisive aux relations bilatérales. Elle a permis de traduire les engagements politiques en accords concrets, avec la conclusion des premiers contrats commerciaux entre Sonelgaz International et Côte d'Ivoire Énergies. Ces contrats portent sur plusieurs projets structurants, destinés à renforcer les capacités de production électrique ivoiriennes et à moderniser les infrastructures du pays.*

**Par Selma R.**

Dans une première phase, les accords prévoient la réalisation d'une centrale électrique de 400 MW et l'installation de cinq centrales mobiles de 20 MW chacune. À moyen terme, les deux partenaires envisagent également une centrale à cycle combiné de 1 200 MW, qui serait construite dans les cinq prochaines années. Parmi les premières opérations d'exécution figure le lancement, à San Pedro, d'une centrale mobile à turbines à gaz de 2 x 20 MW. Ce projet d'urgence vise à renforcer rapidement la production ivoirienne, dans un contexte de hausse de la demande en électricité et de tensions sur le système national. Le partenariat ne se limite toutefois pas à la production. Il comprend aussi la réhabilitation du réseau électrique d'Abidjan et la fourniture d'équipements fabriqués en Algérie : postes mobiles, transformateurs et matériels de haute et moyenne tension. Les contrats prévoient enfin la mise à disposition de camions-laboratoires et une assistance technique spécialisée pour la localisation des défauts et la maintenance des câbles souterrains, dans la capitale économique comme à l'intérieur du pays.

La coopération comporte par ailleurs un volet de transfert de compétences, avec la formation d'ingénieurs et de techniciens ivoiriens dans les établissements spécialisés de Sonelgaz. Les deux parties envisagent aussi de créer conjointement une unité de fabrication et de commercialisation de matériels électriques, destinée à approvisionner le marché régional. Pour Mourad Adjal, cette démarche s'inscrit dans la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui vise à renforcer la coopération Sud-Sud et à accompagner le développement énergétique du continent africain. Le ministre a donc réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à mettre son expertise et ses compétences au service de ses partenaires ivoiriens, afin d'assurer la réussite de cette coopération.

Ces contrats illustrent également les ambitions croissantes de Sonelgaz sur les marchés africains. Le groupe public entend désormais transformer son expertise dans les industries électrique et gazière en opportunités commerciales et industrielles, en s'appuyant sur ses capacités d'ingénierie, son savoir-faire technique et son outil de production national. La Côte d'Ivoire constitue, dans cette perspective, un premier terrain de concrétisation de sa stratégie d'internationalisation. Cette stratégie repose sur la maîtrise de toute la chaîne de valeur électrique, de la production à la distribution en passant par le transport, la fabrication des équipements, la maintenance et la formation. Grâce à ce modèle intégré, Sonelgaz peut proposer à ses partenaires africains des solutions globales plutôt que de simples prestations ponctuelles.

### Sonelgaz accélère son déploiement continental

Cette capacité à offrir des solutions complètes a été mise en évidence lors de la visite en Algérie, du 7 au 15 mai dernier, d'une délégation d'experts ivoiriens du secteur électrique. Elle leur a permis de découvrir les différentes composantes du modèle algérien : production, transport, distribution, fabrication d'équipements et formation. L'enjeu pour Sonelgaz est aussi de donner une dimension industrielle à son expansion africaine.

La perspective d'une unité commune de fabrication et de commercialisation de matériels électriques en Côte d'Ivoire ouvre en effet des possibilités d'implantation durable en Afrique de l'Ouest, ainsi que de nouveaux débouchés pour les équipements produits localement. Cette orientation permettrait de passer progressivement de l'exportation de produits et de services à une coopération industrielle et commerciale à l'échelle régionale.

La participation algérienne à la deuxième édition du Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREX 2026) s'inscrit dans la même dynamique.

Depuis son pavillon, l'Algérie entend promouvoir les activités et les compétences de Sonelgaz sur l'ensemble de la chaîne de valeur des industries électrique et gazière, présenter ses solutions aux partenaires africains et internationaux, et explorer de nouvelles perspectives de coopération. Pour Mourad Adjal, cette offensive économique et industrielle répond à une ambition plus large : contribuer au développement énergétique de l'Afrique et renforcer son indépendance par des partenariats fondés sur le partage des compétences et la valorisation des capacités nationales.

GAZODUC TRANSSAHARIEN (TSGP)

# L'Algérie et le Niger accélèrent les préparatifs

L'Algérie et le Niger intensifient leur coordination en vue d'accélérer la concrétisation du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), dans son tronçon situé au Niger, afin d'acheminer le gaz naturel du Nigeria vers l'Europe. En effet, les deux pays veulent passer à la vitesse supérieure dans la réalisation de ce projet sur le territoire nigérien.

Dans cette perspective, une délégation algérienne composée de cadres du ministère des Hydrocarbures, de la branche Transport par canalisation (TRC) de Sonatrach et de l'Entreprise nationale de canalisation (ENAC) a été reçue, mardi dernier à Niamey, par le secrétaire général du ministère nigérien du Pétrole, Abdoulkarim Mohamed Ali, au nom du ministre de tutelle. Cette visite de travail, prévue du 17 au 20 novembre, s'inscrit dans le cadre de l'accélération des préparatifs techniques et opérationnels du projet, indique le ministère nigérien du Pétrole. Les discussions ont principalement porté sur l'accélération des études techniques relatives au tracé du gazoduc sur le territoire nigérien, ainsi que sur la définition des prochaines étapes opérationnelles devant permettre de réunir les conditions nécessaires au lancement des travaux de construction, précise la même source. Cette démarche traduit la volonté des deux parties de faire avancer concrètement un projet qui constitue l'un des grands axes de la coopération énergétique entre l'Algérie, le Niger et le Nigeria.

Cette nouvelle dynamique intervient alors que l'Algérie a déjà engagé les travaux de construction de son propre tronçon, marquant ainsi une avancée dans la concrétisation de cette infrastructure continentale. Outre la réalisation de la partie algérienne, Alger affiche également son ambition d'accompagner le Niger dans les différentes étapes de préparation et de réalisation du gazoduc sur son territoire, notamment à travers la mobilisation de son expertise technique et de ses entreprises spécialisées.

Les travaux de coordination se poursuivront avec l'Unité de gestion du projet (UGP-TSGP), le Comité interministériel chargé du dossier et la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP), appelée à apporter son appui technique, logistique et opérationnel à la préparation et à la réalisation du projet. Cette coopération opérationnelle revêt une importance particulière pour le Niger, dont le territoire constitue un maillon essentiel du corridor gazier envisagé. Pour les autorités nigériennes, le TSGP représente un investissement stratégique susceptible de générer d'importantes retombées économiques, notamment à travers l'augmentation des recettes publiques, la création d'emplois, le développement du contenu local et la valorisation des ressources gazières nationales.

Par ailleurs, le gazoduc transsaharien est considéré comme étant un projet structurant pour l'avenir énergétique du continent africain. En reliant les ressources gazières du Nigeria au réseau gazier algérien, cette infrastructure ambitionne d'ouvrir de nouvelles perspectives d'exportation vers les marchés internationaux, notamment européens. Pour l'Algérie, ce projet s'inscrit dans une stratégie visant à consolider son rôle de fournisseur énergétique fiable, à renforcer ses capacités de transport et à valoriser sa position géographique et ses infrastructures gazières. Il constitue également un levier de coopération régionale et de développement des échanges énergétiques entre les pays africains.

**Z R.**

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MACHINISME AGRICOLE ET LAIT INFANTILE

# De nouveaux accords algéro-biélorusses

*L'Algérie et le Bélarus consolident leur coopération économique à travers de nouveaux accords dans les domaines de la mécanisation agricole et de l'industrie agroalimentaire. En effet, la deuxième session de la Commission mixte algéro-biélorusse pour la coopération commerciale, économique, scientifique et technique, qui s'est tenue hier à Minsk, s'est conclue par la signature de plusieurs accords portant notamment sur la fabrication de tracteurs agricoles, le développement de moissonneuses-batteuses et la concrétisation d'un projet de production de lait infantile en Algérie.*

**Par Zahir R.**

Cette session, coprésidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, et le ministre biélorusse de la Réglementation antimonopole et du Commerce, Aleksandr Yakovchits, a été marquée par la signature de plusieurs mémorandums d'entente destinés à traduire les engagements bilatéraux en projets industriels concrets.
Dans le domaine du machinisme agricole, un premier mémorandum d'entente a été conclu entre l'Entreprise publique économique ETRAG et l'usine de tracteurs de Minsk. Il porte sur la fabrication de tracteurs agricoles de grande puissance, notamment à travers le montage en Algérie de tracteurs de marque « BELARUS », ainsi que sur l'intégration progressive de leurs composants. Un partenariat qui devrait contribuer au renforcement des capacités nationales de production et à la réduction de la dépendance aux importations d'équipements agricoles.
Un deuxième accord a été signé entre la société algérienne SAMPO Algérie et l'entreprise biélorusse Gomselmash, spécialisée dans la fabrication de moissonneuses-batteuses. Il prévoit l'étude du développement et de la production, en Algérie, de moissonneuses-batteuses automotrices à nivellement automatique, adaptées aux terrains en pente et aux reliefs difficiles. Cette coopération vise à diversifier l'offre nationale en matériel agricole et à accompagner la modernisation des exploitations.

### Le lait infantile, un projet stratégique

L'autre axe majeur de cette coopération concerne l'industrie agroalimentaire, avec la consolidation du partenariat entre le groupe public algérien Giplait et la société biélorusse Bellakt, spécialisée dans la fabrication de lait infantile. Les deux entreprises ont signé un nouveau document destiné à faire avancer leur partenariat vers la phase de concrétisation effective du projet de réalisation d'une unité de production de lait infantile en Algérie.
Ce projet revêt une importance particulière au regard de son impact attendu sur la sécurité alimentaire et la souveraineté économique du pays. Il s'inscrit également dans la volonté des pouvoirs publics de développer la production locale de produits alimentaires stratégiques, de renforcer les capacités industrielles nationales et de réduire la dépendance aux importations.
La signature du procès-verbal clôturant les travaux de cette deuxième session a, par ailleurs, permis de définir un programme opérationnel de coopération dans les secteurs prioritaires.
Intervenant à cette occasion, Sid Ali Khaldi a souligné que les accords conclus témoignent du passage de la coopération algéro-biélorusse du stade des intentions à celui des projets concrets. Il a réaffirmé l'engagement de la partie algérienne à œuvrer à leur concrétisation et à assurer le suivi de leur mise en œuvre sur le terrain.

### Un partenariat économique appelé à se diversifier

Dans son allocution d'ouverture, le ministre a rappelé que l'Algérie considère le Bélarus comme un partenaire économique important, compte tenu de son expertise dans les industries mécaniques, agroalimentaires et la production animale. Autant de domaines qui correspondent aux priorités du développement économique national et offrent des perspectives de coopération fondées sur la complémentarité des capacités des deux pays.
Il a également inscrit cette dynamique dans le cadre de la volonté politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, de hisser les relations bilatérales du niveau de la concertation politique à celui de partenariats économiques et d'investissement durables, fondés sur les intérêts communs.
Le ministre a, dans ce contexte, rappelé les avancées enregistrées dans d'autres projets communs, notamment le partenariat entre la Société algérienne de fabrication de véhicules utilitaires et industriels (SFVUI) et le groupe biélorusse MAZ, portant sur la création d'une unité de production de bus en Algérie.
Outre ces projets, l'Algérie entend élargir les perspectives de coopération à d'autres secteurs, notamment l'industrie pharmaceutique, les industries agroalimentaires, l'énergie, les mines et la recherche scientifique. Le développement des échanges commerciaux et l'accroissement des investissements conjoints figurent également parmi les objectifs affichés.
À cet effet, Sid Ali Khaldi a appelé à l'activation du Conseil d'affaires algéro-biélorusse afin de renforcer les relations entre les opérateurs économiques des deux pays et de faciliter les échanges de produits. Il a également insisté sur la nécessité de trouver des solutions pratiques aux contraintes liées au transport, à la logistique, aux mécanismes de paiement et de financement, tout en consolidant le cadre juridique et les mécanismes de suivi de la coopération bilatérale. De son côté, le ministre biélorusse de la Réglementation antimonopole et du Commerce a salué la qualité des relations entre les deux pays, particulièrement depuis la visite du président Alexandre Loukachenko en Algérie. Il a également exprimé l'intérêt de son pays pour l'importation de produits agricoles algériens et le développement de partenariats mutuellement bénéfiques, notamment dans les domaines industriel et agricole.
En marge des travaux de la Commission mixte, le ministre Sid Ali Khaldi a été reçu par le vice-Premier ministre biélorusse, Viktor Krankévitch, puis par la présidente du Conseil de la République, Natalia Kochanova.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

## L'avancement de plusieurs chantiers à l'ordre du jour

**Par S. R.**

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé ce mercredi une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de plusieurs chantiers engagés dans les domaines de la numérisation, de la modernisation des moyens de paiement électronique et de la normalisation des produits destinés aux travaux publics et aux infrastructures de base.
Les travaux ont débuté par une communication sur les mesures prises pour concrétiser les décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, issues de la dernière réunion du Conseil des ministres. Ces mesures concernent la mise en œuvre des dispositions réglementaires et opérationnelles relatives à la numérisation des statistiques des différents secteurs ministériels, ainsi que le système de contrôle des marchandises dans les ports et les aéroports.
Le Gouvernement a ensuite poursuivi l'examen de l'état d'avancement de la feuille de route consacrée à la modernisation des moyens de paiement électronique. Ce chantier vise à renforcer l'inclusion financière, à moderniser les systèmes bancaires et financiers publics, à réduire le recours aux espèces et à améliorer le suivi des transactions à l'échelle nationale. La feuille de route repose sur trois axes principaux : l'adaptation du cadre réglementaire et sa mise en conformité avec les référentiels de sécurité, le développement des solutions de paiement électronique et la numérisation des flux de paiement, puis le renforcement des moyens de paiement électronique dans les différents secteurs.
Les premiers indicateurs font état d'une progression de l'utilisation de ces instruments. Au cours des neuf premiers mois de 2026, les paiements en ligne ont atteint 391 milliards de dinars, soit une hausse de 63 % par rapport à la même période de 2025. Les transactions effectuées sur les terminaux de paiement électronique (TPE) ont, pour leur part, totalisé 133 milliards de dinars, en progression de 48 %, tandis que le paiement mobile a représenté 56,4 milliards de dinars. Parallèlement, les retraits auprès des distributeurs automatiques de billets (DAB) ont reculé de 14 %, pour s'établir à 3 777 milliards de dinars. Cette évolution s'inscrit dans les efforts engagés pour diversifier les moyens de transaction et réduire progressivement la place du cash dans les échanges économiques.
Enfin, le Gouvernement s'est penché sur la finalisation du cadre réglementaire qui définit les conditions et les modalités d'homologation des produits destinés à la construction, à l'entretien et à l'exploitation des travaux publics et des infrastructures de base. Ce dispositif concerne en particulier les produits utilisés dans la réalisation et la maintenance des routes, des ports, des aéroports et des chemins de fer. Il a pour objectif de garantir leur conformité aux normes et aux spécifications techniques en vigueur, grâce à un contrôle rigoureux de leur qualité. Le renforcement de ce cadre réglementaire vise ainsi à favoriser l'utilisation de produits fiables, à préserver la solidité et la durabilité des infrastructures et à mieux protéger les usagers. Il devra aussi contribuer au respect des normes environnementales et à la protection du marché national contre la commercialisation de produits frauduleux, dangereux ou non conformes aux exigences techniques.

ALGÉRIE-BRÉSIL

## Examen du renforcement du partenariat et de la réalisation de projets industriels communs

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, au siège du ministère, l'ambassadeur de la République fédérale du Brésil en Algérie, Marcos Vinicius Pinta Gama, l'occasion pour les deux parties d'examiner les perspectives de développement de la coopération industrielle et économique entre les deux pays, indique mercredi un communiqué du ministère.
Cette rencontre, tenue mardi soir, a constitué une opportunité pour examiner les moyens d'activer le rôle des commissions mixtes et du Conseil d'affaires algéro-brésilien, ainsi que de renforcer les contacts et le partenariat entre les entreprises économiques des deux pays, précise la même source.
Les entretiens ont également porté sur les opportunités de concrétiser de nouveaux investissements et de réaliser des projets industriels communs, à même de renforcer la coopération économique entre l'Algérie et le Brésil.

**APS**

EL-OUED

## Lancement de la campagne de récolte de la pomme de terre

La campagne de récolte de la pomme de terre d'arrière-saison, au titre de la saison agricole 2026-2027, a été lancée dans les exploitations agricoles à travers wilaya d'El-Oued, a indiqué mercredi la Chambre de l'agriculture.
L'opération d'acheminement de la récolte vers les marchés nationaux de fruits et légumes, en vue de sa commercialisation, débute cet après-midi, sous la supervision d'une commission de wilaya regroupant des représentants des organismes administratifs, des établissements publics et des organisations professionnelles.
Ladite commission aura pour mission de contrôler les prix, de réguler le marché de la production locale et d'organiser la commercialisation vers les autres régions du pays, a affirmé le président de la Chambre de l'agriculture, Djelloul Othmani.
Les prévisions de la production de pommes de terre d'arrière-saison de la wilaya d'El-Oued, très prisée sur les marchés nationaux, est estimée à 12,2 millions de quintaux, cultivés sur une superficie de 35.000 hectares.
Ces chiffres laissent apparaitre une stabilité des volumes de production et des superficies cultivées au cours des six dernières campagnes agricoles (2020 à 2026), a expliqué le même responsable.
Les superficies consacrées à la culture de la pomme de terre d'arrière-saison représentent 35% de la superficie totale des terres agricoles exploitées, estimée à environ 100.000 hectares.
Cette variété de pomme de terre est généralement cultivée entre la deuxième quinzaine du mois d'août et la deuxième quinzaine du mois de septembre. Toutefois, pour celle irriguée au goutte-à-goutte, sa plantation se poursuit jusqu'à la première quinzaine d'octobre. La récolte, quant à elle, débute à partir de la deuxième quinzaine de novembre et se poursuit jusqu'à la première quinzaine de février, explique-t-on à la Chambre agricole.

**R E.**

TRANSPORTS

## Le ministre préside une réunion de coordination avec les cadres de la SNTF

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, mardi à Alger, une réunion de coordination avec les cadres de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), consacrée à l'examen de la situation générale de la société et au suivi de son activité et de ses investissements, indique un communiqué du ministère.
La réunion a porté sur la gestion et l'exploitation du réseau ferroviaire, ainsi que sur l'activité du transport de marchandises par train au niveau des ports nationaux, précise la même source.
Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du secrétaire général et du chef de cabinet du ministère, du DG de la mobilité et de la logistique, ainsi que du DG de la SNTF, s'inscrit dans le cadre de la série de réunions périodiques consacrées au suivi de la situation des entreprises relevant du secteur et à l'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de leurs programmes et projets".

R E.

FONCTION PUBLIQUE/AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

## Adoption de nouvelles spécialités dans les opérations de promotion

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'adoption de nouvelles spécialités universitaires dans les opérations de promotion au profit des fonctionnaires du secteur, et ce, après accord de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.
Ainsi, les titulaires de diplômes de doctorat, de master et de licence dans des spécialités proches des sciences islamiques, à l'instar de la littérature et de l'histoire, ainsi que dans les spécialités relevant de la filière des sciences islamiques ne figurant pas sur la liste fixée par l'arrêté interministériel du 23 mai 2017, modifié et complété, pourront bénéficier de promotions professionnelles au sein du secteur, "dans la limite des postes budgétaires ouverts", précise le communiqué.
Cette mesure intervient "dans le souci de permettre au secteur de tirer parti de leurs nouvelles acquisitions scientifiques et cognitives, en complément de leurs qualifications initiales, et de soutenir leur parcours professionnel".
Dans son communiqué, le ministère a exprimé ses "sincères remerciements et sa reconnaissance aux services de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative pour leur réactivité et leur coopération positive dans la prise en charge de cette préoccupation", appelant les fonctionnaires concernés à consulter la liste des spécialités adoptée auprès des directions des affaires religieuses et des wakfs des wilayas.

APS

FORUM AFRICAIN SUR LES POLITIQUES DES COMPÉTENCES

# Adoption de la "Déclaration d'Oran sur l'avenir des compétences en Afrique"

Les travaux du Forum africain sur les politiques des compétences, clôturés mercredi à Oran, ont été sanctionnés par l'adoption, par les représentants des 29 pays africains participants, de la "Déclaration d'Oran sur l'avenir des compétences en Afrique", qui consacre une vision commune visant à renforcer la coopération continentale et à promouvoir la formation et l'enseignement professionnels en tant que leviers de la transformation économique, de la compétitivité et du développement durable, indique un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels.
Cette Déclaration définit plusieurs priorités stratégiques, notamment la modernisation des systèmes de formation professionnelle, l'anticipation des métiers d'avenir et l'accompagnement des transitions numérique, technologique et énergétique, ainsi que le renforcement de l'employabilité des jeunes, le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat et le développement des compétences africaines, en adéquation avec les besoins des économies nationales et les exigences du marché commun africain.
Le document consacre également les concours des métiers en tant qu'outil stratégique de rehaussement des standards de formation et de promotion de l'excellence et de l'innovation.
Il préconise, en outre, le renforcement de la coopération africaine dans les domaines de l'échange d'expertises, de la reconnaissance des qualifications et de la mobilité des compétences, ainsi que le développement des centres d'excellence et des partenariats institutionnels, précise la même source.
En vue de traduire les engagements politiques en résultats concrets, la Déclaration prévoit la mise en œuvre du "Cadre d'action d'Oran 2026-2027", qui repose sur des mécanismes de coordination et de suivi, ainsi que sur la définition des priorités de coopération entre les pays participants, en concertation avec la Commission de l'Union africaine (UA).
L'adoption de ce document constitue une étape importante dans le renforcement de l'intégration africaine dans le domaine du développement des compétences et conforte la position de l'Algérie en tant qu'espace de dialogue stratégique et d'élaboration d'initiatives à l'échelle continentale, en cohérence avec l'Agenda 2063 de l'UA et la Stratégie continentale pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) 2025-2034, souligne le communiqué.

R E.

ALLIANCE ASSURANCES-BDL

# Un partenariat public-privé au service de l'innovation

Une nouvelle étape s'ouvre dans la convergence entre Banque et Assurance en Algérie. Alliance Assurances, acteur privé de référence du secteur assurantiel, et la Banque de Développement Local (BDL), banque publique algérienne, unissent leurs expertises pour lancer une solution inédite de paiement par facilité de l'assurance automobile tous risques, à 0 % d'intérêt et 0 % de frais supplémentaires appliqué au client final.
Cette initiative, indique Alliance Assurances dans un communiqué, s'inscrit pleinement dans la droite ligne de la politique du Président de la République et de son gouvernement visant à rendre les services financiers plus accessibles au grand public, à promouvoir l'inclusion financière et à encourager l'innovation au service du citoyen.
Elle constitue une deuxième étape dans l'engagement d'Alliance Assurances en faveur de l'accessibilité des services assurantiels. Après une première expérience menée en partenariat avec Algérie Poste, à travers la mise en place de cette solution au profit de ses clients, Alliance Assurances élargit aujourd'hui le dispositif, grâce à son partenariat avec la BDL, à l'ensemble des clients bancarisés, quelle que soit leur banque de domiciliation, y compris les détenteurs d'un compte CCP éligible.
Cette évolution traduit une volonté de démocratiser davantage l'accès à l'assurance et de proposer des solutions de paiement souples, inclusives et adaptées aux besoins du plus grand nombre.
Cette initiative, qui constitue une première nationale dans son périmètre, illustre le potentiel d'un partenariat entre les secteurs public et privé lorsqu'il s'appuie sur une ambition commune : faire de l'innovation un levier concret de modernisation des services et de simplification du parcours client.
Au-delà d'une nouvelle modalité de règlement, Alliance Assurances et la BDL proposent une nouvelle façon d'accéder et de régler son assurance automobile tous risques, permettant aux particuliers de répartir le paiement de leur assurance tout en préservant leur pouvoir d'achat. Accessible aux détenteurs d'un compte bancaire et ceux chez toutes les banques publiques ou privées ou compte postal éligible, le dispositif traduit une volonté commune de rendre l'assurance plus accessible, plus souple et plus en phase avec les réalités quotidiennes des assurés.
La coopération entre Alliance Assurances et la BDL repose sur une complémentarité forte : l'expertise assurantielle d'un acteur privé et l'ancrage d'une banque publique au cœur du paysage financier algérien. Avec cette nouvelle solution, les particuliers peuvent répartir le règlement de leur assurance automobile tous risques sur quatre échéances, avec un apport initial compris entre 30 % et 40 %, selon les modalités applicables.
Le dispositif est proposé à 0 % d'intérêt et sans frais supplémentaires, permettant ainsi d'échelonner le paiement sans surcoût. Accessible aux particuliers disposant d'un compte bancaire ou d'un compte postal éligible, la solution ne nécessite pas d'être client de la BDL.
Pour Alliance Assurances et la BDL, le lancement du paiement par facilité s'inscrit dans une ambition plus large : rapprocher les services financiers et assurantiels des besoins réels des citoyens. Cette initiative illustre la capacité des acteurs publics et privés à unir leurs expertises pour apporter des réponses concrètes aux enjeux du quotidien. Elle ouvre une nouvelle voie dans la relation entre Banque et Assurance en Algérie, en plaçant l'innovation, l'accessibilité et l'expérience client au cœur de l'évolution du secteur.

**Synthèse R E.**

# Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Novembre 2026

| Produits | | Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | أسعار التجزئة دج / كلغ المنتجات | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Légumes frais | Pomme de terre | 110 | 118 | 102 | البطاطا | خضر طازجة |
| | Tomate | 171 | 187 | 154 | الطماطم | |
| | Oignon sec | 109 | 117 | 101 | البصل الجاف | |
| | Ail sec | 898 | 980 | 815 | الثوم الجاف | |
| | Carotte | 115 | 125 | 105 | الجزر | |
| | Navet | 114 | 124 | 103 | اللفت | |
| | Poivron | 147 | 160 | 133 | الفلفل الاخضر | |
| | Piment | 155 | 169 | 140 | الفلفل الحار | |
| | Courgette | 119 | 130 | 107 | الكوسة | |
| | Haricot vert | 195 | 214 | 176 | الفاصولياء الخضراء | |
| | Laitue | 118 | 129 | 106 | الخس | |
| Fruits frais | Orange | 233 | 270 | 196 | البرتقال | فواكه طازجة |
| | Clémentine | 221 | 257 | 184 | كليمونتين | |
| | Citron | 199 | 223 | 175 | الليمون | |
| | Pomme locale | 430 | 528 | 332 | التفاح المحلي | |
| | Datte | 458 | 581 | 335 | التمر | |
| | Grenade | 176 | 207 | 144 | الرمان | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 2228 | 2349 | 2106 | لحم البقر المحلي | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
| | Poulet de chair | 435 | 447 | 423 | الدجاج | |
| | Œufs (Unité) | 22 | 23 | 20 | البيض (وحدة) | |
| | Lait de vache (Litre) | 95 | 101 | 89 | حليب البقر (لتر) | |

## Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 360,00 | 360,00 | 0,00 | 0,40 | 4,19 | 7,67 | 7,22 | 1491 | 536 760,00 |
| AYRADE | AYRD | 830,00 | NC | 0,00 | 0,26 | 1,51 | 118,57 | - | 0 | 0,00 |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL | BDL | 1 400,00 | 1400,00 | 0,00 | 0,13 | 0,01 | 7,56 | 7,64 | 7415 | 10 381 000,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 402,00 | 2402,00 | 0,00 | 1,33 | -3,32 | 6,47 | 7,08 | 875 | 2 101 750,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 1 994,00 | 1994,00 | 0,00 | -0,11 | -7,55 | 8,27 | 8,78 | 11249 | 22 430 506,00 |
| EGH El Aurassi | AUR | 344,00 | NC | 0,00 | -0,72 | -4,13 | 4,35 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 450,00 | NC | 0,00 | 0,00 | 4,59 | 1,24 | 7,78 | 0 | 0,00 |

## LE CONCEPT D'ETAT

# Vers un essai de compréhension de sa dimension pérenne

*En reconstituant la fresque historique du rôle de l'Etat, du moyen âge à l'époque contemporaine, on établit fidèlement ses caractéristiques premières et les fondamentaux auxquels il est parvenu : autoritaire, partial, protecteur, populiste, arbitre, propriétaire, gestionnaire ou gardien des dogmes et des valeurs qu'il prétend incarner.*

**Par Rachid MEKSEN, Economiste, ancien Haut fonctionnaire**

### Qu'est ce qui justifie un tel questionnement ?

A travers sa formation historique jusqu'à l'épisode moderne du 21 ème siècle, il s'est fortement consolidé, nourri par ses propres contradictions mais enraciné dans son évolution malgré des contextes et des évènements turbulents. Sa capacité à maitriser les sens contraires et à assurer son maintien interroge forcement sur les réalités qui le fondent et les dynamiques qu'il s'approprie pour rester maitre du jeu.

La géopolitique nous livre certes des enseignements pragmatiques mais il restait, selon nous, à en étayer la portée par une trame plus lointaine dans le passé et par un recours à une observation qui croiserait à la fois l'environnement externe et les données internes constitutifs de la formation-évolution de l'Etat. La méthode SWOT usitée en management des entreprises nous parait féconde pour dévoiler une telle dimension de l'approche.

En nous replongeons dans les travaux de Pascal Boniface (Géopolitique de l'intelligence artificielle, Ed.Eyrolles , 2021) et le travail minutieux de Bernard Drugman (Etat, capital et salariat, thèse de doctorat en sciences économique, Université de Grenoble II, 1979), nous avons pu mesurer l'ampleur de la matière défrichée et l'étendue de la prospection à mettre en œuvre pour mettre à jour un enchainement de questions qui continuent à tarauder les esprits, en tout cas le nôtre sur cette problématique.

A l'Antiquité et au Moyen Age(jusqu'au 15ème siècle), il arborait le visage d'Etat -Protecteur devant l'éternel en levant l'impôt et exerçant la force pour dérouler les grands chantiers sans lesquels la famine engloutit sa population, Etat récolteur est une appellation qui miroite sa fonction en Chine des Han, en Egypte et à Rome pour maintenir l'empire sous le joug dominateur tout en assurant les subsistances et les récoltes permises sur son territoire et ses dominions.

Au 16ème jusqu'au 18ème siècle, il s'est trouvé des vertus d'un Etat Mercantiliste en fondant des grandes compagnies coloniales, contrôlant son commerce extérieur par le protectionnisme et engrangeant des richesses (constituant des réserves d'or notamment).

Au 19ème siècle, il s'est fait affubler d'Etat- Gendarme, son souci étant d'apparaitre comme le garant ultime des libertés, devenues individuelles et pas seulement enfouies dans le mystère collectif. Il bannit toute intervention dans l'économie en général et l'industrie en particulier, le crédo étant 'le laisser- faire et laisser-aller'. En réduisant sa voilure aux seules fonctions régaliennes, « défense, police, diplomatie, justice », il se concentre sur ce qu'il admet être juste l'essentiel pour gouverner durablement.

Au sortir de la 2ème guerre mondiale et d'une grande partie du siècle précédent le nôtre et, il devient Etat-Providence, modifie sa trajectoire pour reconstruire son patrimoine, sortir sa population meurtrie de l'angoisse et de la faim par des mesures fortes de redistribution par la relance économique consécutive aux nationalisations des grands secteurs vitaux détenues par une frange sociale jugée inapte à la tâche et suspecte dans son attitude face à l'envahisseur. Dans toute sa splendeur l'Etat Keynésien est constitué pour privilégier la croissance faisant fi des grands principes de non intervention de l'Etat clamés haut et fort pendant des décennies. Le Welfare state caractérise ainsi une longue période de bien-être social communément appelée 'les 30 glorieuses'.

Dès les années 1980-2000, Il devient Etat Néo libéral et décentralisé- avec de forts relents outranciers aux USA (Reaganisme) et en Grande Bretagne (Thatchérisme) en privatisant les grandes infrastructures et en se délestant des fonctions économiques qui ont pourtant permis le sauvetage des bribes industrielles laissées à l'abandon des crises et des conflits qui ont impacté leur pays. La naissance des fameuses 'agences de régulation' est proclamée, l'Etat n'apparait plus comme une interface dans les affaires stratégiques assurées désormais par des leviers en 'back office' ou même l'ombre de la puissance publique s'éclipse.

Enfin au 21ème siècle il a tout de l'Etat Numérique pour conduire en stratège la digitalisation du territoire, la transition écologique et la souveraineté face aux risques de conflits mondiaux. La place que prend l'intelligence artificielle dans tous les domaines de la vie sociale et privée occulte partiellement ses échecs industriels, la précarisation du corps social et les déficits abyssaux des finances publiques.

Si la fresque historique dressée ainsi ne constitue pas en soi un critère original pour rendre compte du parcours historique de l'Etat, nous avons tenté de saisir les dynamiques qu'il emprunte pour résister aux grandes turbulences économiques, aux conflits sociaux, au rejet de pans entiers de la politique qu'il conduit entamant sa propre légitimité. Pour en rendre compte, nous avons emprunté la méthode phare utilisée dans le management des organisations pour déceler son parcours, soit l'approche SWOT, jamais envisagée dans pareil cas.

L'épuisement du sujet abordé n'étant pas à notre portée, nous avons par contre mis en avant que l'Etat (territoire, peuple et institutions sauf que le sens commun désigne injustement les seules institutions), historiquement évolue dans sa nature, son aspect, ses missions et son mode opératoire et qu'il le doit davantage à sa capacité à se mouvoir dans une martingale en déclinant l'une ou l'autre facette de la même pièce de monnaie. En donnant l'impression de changer, en reniant les préalables sur lesquels il s'est ossifié, il se reconstruit en réalité avec plus de vigueur. Sa disparition ou sa mutation vers l'inconnu seraient le fait de sa seule inaptitude à se transformer en jouant sur les flexibilités de l'environnement international et les porosités, in fine, prévalant dans les catégories sociales internes qui se fractionnent et s'assemblent selon des mécanismes qui n'ont pas livré tous les secrets. A contrario, s'il apparaissait rigide dans sa substance, inflexible dans son périmètre et figé dans sa praxis avec le corps social, sa durabilité n'aurait pas resisté aux mutations politiques et socio économiques.

**L'Antiquité et le Moyen Age**

| Opportunités | Menaces | Forces | Faiblesses |
|---|---|---|---|
| Soutien de l'Église : Alliance avec le pouvoir pour structurer l'administration.<br><br>Essor des villes et Développement du commerce urbain renforçant le rôle de l'État. | Invasions et rivalités féodales : Guerres incessantes et instabilité des frontières.<br><br>Grandes épidémies et famines : Désorganisation économique et crises sanitaires majeures. | Décentralisation protectrice adaptée au Système féodal. | Capacité fiscale limitée.<br><br>Concurrence du pouvoir religieux. |

**L'Etat Mercantiliste (16 au 18ème siècle)**

| Opportunités | Menaces | Forces | Faiblesses |
|---|---|---|---|
| Grandes découvertes et commerce colonial<br><br>Afflux de ressources (or, argent, épices).<br><br>Imprimerie et diplomatie : alliances internationales | Guerres de religion et émergence des idées des Lumières.<br><br>Révoltes populaires : Jacqueries et contestations de la pression fiscale royale. | Émergence de l'État moderne avec une administration centrale fermement établie.<br><br>Impôt permanent et armée régulière : Capacité à financer la guerre et à contrôler le territoire. | Exemption fiscale créant de profondes inégalités (clergé).<br><br>Finances publiques précaires dues aux coûts de la cour et de la guerre. |

**L'Etat Gendarme (19ème siècle)**

| Opportunités | Menaces | Forces | Faiblesses |
|---|---|---|---|
| Révolution industrielle : chemins de fer..énergie.<br><br>Captation de nouveaux marchés et de ressources mondiales | Rivalités coloniales et territoriales entre grandes puissances européennes.<br><br>Montée des inégalités. | Consécration des droits individuels, des codes civils et de la représentation démocratique.<br><br>Consolidation de la force légitime et de la bureaucratie Weberienne | Fracture sociale: traitement inégal des impacts de la révolution industrielle. |

**L'Etat Providence (1945-1980)**

| Opportunités | Menaces | Forces | Faiblesses |
|---|---|---|---|
| Plan Marshall et forte croissance économique et industrielle.<br><br>Création de l'ONU, du FMI et des premières communautés européennes | Chocs pétroliers (1973, 1979): Fin de l'énergie à bas coût et ralentissement de la croissance.<br><br>Guerre Froide : Tensions géopolitiques et menace d'affrontement nucléaire. | Sécurité sociale et régulation économique : Redistribution des richesses et politiques anticycliques (Keynes).<br><br>Légitimité populaire et consensus autour du progrès économique des trente glorieuses. | Augmentation continue de la dépense publique et lourdeur des structures.<br><br>Incapacité des politiques keynésiennes à contrer la crise économique des années 1970. |

**L'Etat Néolibéral (1980-2000)**

| Opportunités | Menaces | Forces | Faiblesses |
|---|---|---|---|
| Mondialisation et ouverture des marchés: Expansion du commerce international.<br><br>Intégration européenne forte : Marché unique et préparation de l'Euro. | Dérégulation financière: Risques accrus de volatilité des marchés financiers et fuite des capitaux.<br><br>Perte de souveraineté économique face aux marchés. | Décentralisation : Transfert de compétences aux collectivités locales pour une action de proximité. | Désengagement des services publics : Recul de l'État dans les territoires isolés.<br><br>Les Etats sont mis en concurrence : (dumping social et fiscal). |

**L'Etat Numérique : (21ème siècle)**

| Opportunités | Menaces | Forces | Faiblesses |
|---|---|---|---|
| Transition écologique: Opportunité de piloter la re-industrialisation verte et l'IA.<br><br>Coopérations régionales et multilatérales (action combinée face aux enjeux transnationaux). | Changement climatique et tensions sur les ressources.<br><br>Menaces hybrides: Guerre de l'information, cyber -attaques. | Digitalisation de l'administration: Simplification des démarches et efficacité de traitement des données.<br><br>Capacité d'intervention en crise extrême et rôle de protecteur en dernier ressort (sanitaire et économique avec les subventions aux entreprises | Explosions des dettes : Marges de manœuvre budgétaires réduites et dépendance au diktat des marchés.<br><br>Crise de la représentation : Défiance envers les institutions. |

BOUIRA

## Récupération d'assiettes foncières pour abriter des projets de logement

D'importantes assiettes foncières d'une superficie globale de plus de 10 hectares sont en cours de récupération afin d'y implanter des projets de logements notamment de l'Agence de développement de l'amélioration du logement (AADL 3) à Bouira, a-t-on appris mardi auprès de la direction de logement.
Pour pouvoir abriter et lancer des projets de logement dans le cadre du programme AADL3, les services de la wilaya et la direction du secteur ont déjà lancé une procédure de récupération de deux parcelles de terrain situées à la sortie nord-est de la ville de Bouira ayant abrité auparavant une base de vie d'une société nationale. La première assiette foncière est d'une superficie de 6,5 ha et la deuxième de 4 hectares, soit une superficie de 10,5 hectares destinés à abriter des projets de logements dont ceux de l'AADL 3, a expliqué à l'APS le directeur de logement Moussa Hadj Dahmani, précisant que le processus de récupération avait déjà été validé par une commission interministérielle (CIM). "Des études vont être lancées après la récupération de ces deux terrains afin de pouvoir y réaliser ces logements", a-t-il dit.
Actuellement, la ville de Bouira dispose de deux importants sites, l'un dans la localité périphérique d' Ouled Bellil qui abrite un projet de réalisation de 1000 logements AADL3, et l'autre est un site nouvellement mobilisé près de l'ancien marché hebdomadaire de la ville pour aussi y implanter des projets de logements.
Les autorités locales de la wilaya, à leur tête la wali Houria Aggoune, sont en train de prospecter plusieurs parcelles de terrain pouvant abriter d'autres programmes de logements afin de répondre à la demande croissante des citoyens en matière de logement.

**APS**

TOUGGOURT

## Plus de 2.000 ha consacrés à la céréaliculture pour la saison 2026-2027

Une superficie de plus de 2.000 hectares (ha) a été consacrée à la céréaliculture dans la wilaya de Touggourt au titre de la campagne labours-semailles 2026-2027, dont le coup d'envoi a été donné, mardi, dans la daïra d'El-Hadjira par les autorités locales.
Cette superficie concerne 1.200 ha réservée au blé dur, 600 ha au blé tendre, 150 ha à l'orge et 50 au triticale, selon les données de la direction locale des services agricoles (DSA). Elle enregistre une hausse de 954 ha par rapport à al saison précédente, avec des prévisions de production estimées à 3.900 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, a-t-on ajouté de même source. La campagne labours-semailles a bénéficié de la mobilisation d'importants moyens humains et logistiques, en sus de la mise à la disposition des céréaliculteurs des intrants agricoles nécessaires, afin d'assurer son bon déroulement et d'améliorer les rendements céréalières. Le wali Othmane Abdelaziz a, à cette occasion, souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents acteurs du secteur agricole pour le succès de cette campagne et contribuer, à travers le développement de cette filière stratégique, au renforcement de la sécurité alimentaire.

**APS**

AÏN DEFLA

# Lancement du système de dossier médical électronique dans les établissements de santé

*Le nouveau système de dossier médical électronique (DME) a été mis en service dans les établissements de santé publics de la wilaya d'Aïn Defla, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de modernisation et de numérisation du secteur de la santé, a-t-on appris mardi auprès de la direction de la santé.*

Le chargé de la gestion de la direction de la santé, a donné le coup d'envoi, lundi, lors d'une visioconférence, du nouveau système DME dans les différents établissements de la wilaya en présence des responsables du secteur, à l'établissement public hospitalier (EPH) "Madjen Benmira".
A cette occasion, une présentation a été faite pour illustrer le parcours du patient, de l'accueil et de l'orientation, en passant par le tri et l'examen médical, jusqu'aux examens d'imagerie médicale et aux analyses de laboratoire, tout en mettant en avant le dispositif de télémédecine entre les établissements hospitaliers.
La mise en place de ce système, qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation des services de santé et de l'amélioration de la prise en charge des patients, est essentielle pour le développement et la modernisation de ces services. En effet, ce système numérique permet d'organiser le parcours du patient et de garantir une circulation fluide de ses informations médicales entre les différents services, contribuant ainsi à réduire les délais d'attente et à accélérer sa prise en charge.
Ce système permet également de relier électroniquement les services de santé essentiels, comme le service des urgences médico-chirurgicales, aux services de radiologie et de laboratoire, et de mettre les informations médicales à disposition en temps opportun. Il offre aux équipes médicales et techniques concernées un dossier médical numérique unifié et immédiatement accessible, contribuant ainsi à l'efficacité des traitements et à la rationalisation des efforts. Il favorise également la télémédecine en renforçant la coordination des consultations médicales entre les différents établissements hospitaliers. Il permet donc de rapprocher et de renforcer les services de soins de santé, et d'en améliorer la qualité pour les citoyens.
Le responsable de la direction de la Santé a salué les efforts déployés par les ingénieurs et techniciens en informatique, ainsi que par l'ensemble des acteurs du secteur, pour assurer le succès de cette transition numérique. Cette réussite témoigne de la volonté de l'Etat d'améliorer les performances du système de santé et de garantir l'efficacité de la gestion des établissements publics.

APS

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

## Signature d'une convention avec un groupe immobilier

Une convention de collaboration et de partenariat entre l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) et un groupe immobilier privé, a été signée mardi par des responsables des deux entités. La cérémonie de signature, qui s'est déroulée au rectorat de l'Université, a été l'occasion pour les deux parties de dévoiler les objectifs de cette convention qui vise à "resserrer davantage les liens entre l'Université et son environnement socio-économique dans un esprit gagnant-gagnant ", ont-ils souligné. La convention porte sur la création d'opportunités de collaboration entre le groupe immobilier, spécialisé dans le bâtiment, et les étudiants en architecture et génie civil de l'université, notamment, mais, elle peut, éventuellement s'ouvrir aux étudiants d'autres filières.
Pour le recteur de l'UMMTO, le Professeur Ahmed Bouda, cette convention "s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la série de partenariats déjà signés par l'UMMTO avec le monde socio-économique, avec pour objectif de donner plus d'opportunités aux étudiants pour avoir des terrains de stage durant leur formation". "C'est une opportunité supplémentaire que nous offrons à notre université et à nos étudiants. Il peut y avoir aussi un échange dans le domaine de la recherche scientifique. Si l'entreprise rencontre des problèmes techniques et que nos laboratoires de recherche peuvent prendre en charge, ce sera aussi une occasion pour nous de montrer que les compétences de l'université peuvent être mises à la disposition de l'économie nationale" a-t-il ajouté .
L'UMMTO compte à son actif, pour rappel, plus de 160 conventions avec des entreprises nationales et une quarantaine avec des entreprises locales. Plusieurs conventions internationales ont également été conclues avec des partenaires étrangers, organismes et universités.

R E.

OUM EL BOUAGHI

## Réception du projet de réhabilitation de 75 km de réseau d'eau "au 1er semestre 2027"

La réception du projet de réhabilitation de 75 km de réseau d'approvisionnement en eau dans la wilaya d'Oum El Bouaghi est prévue "au premier semestre 2027", a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE), Salah Attoui.
Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que le taux d'avancement des travaux de ce projet, lancés au chef-lieu de wilaya en avril 2025, a atteint à ce jour 70% soit l'équivalent d'environ 50 km, ajoutant que sur 68 quartiers concernés par le projet, les travaux ont été achevés dans 21 quartiers et leur réseau a été mis en service.
M. Attoui a également souligné que dans 13 autres quartiers, les travaux ont été terminés et le réseau y sera mis en service "prochainement", relevant que les clients approvisionnés par ce réseau bénéficient de branchements et de compteurs nouveaux.
Le directeur de l'unité locale de l'ADE a rappelé qu'une enveloppe financière estimée à un milliard DA a été allouée à la réalisation et le suivi de ce projet, appelé à améliorer l'approvisionnement en eau potable de la population et de gestion de cette ressource vitale.

APS

ORAN

## Un nouveau projet d'investissement dans l'aquaculture en cages flottantes en cours de réalisation dans la région de Kristel

Les travaux d'assemblage des cages flottantes destinées à un nouveau projet d'investissement dans le domaine de l'aquaculture se poursuivent dans la région de Kristel (commune de Gdyel), dans la wilaya d'Oran, appelé à contribuer au renforcement de la production locale de poissons et au développement de l'activité aquacole dans la wilaya, a indiqué, mardi, le directeur de la Chambre de la pêche et de l'aquaculture d'Oran, Abdelbasset Hamri.
M. Hamri a précisé que le projet prévoit l'assemblage de huit cages flottantes destinées à l'élevage de la dorade royale et du loup de mer, qui seront installées au large de Kristel dès l'achèvement des travaux d'assemblage.
Cet investissement s'étend sur une superficie de 30 hectares en mer et prévoit des équipements comprenant 12 cages flottantes destinées à l'élevage de la dorade royale et du bar, ainsi que 40 filières pour la production de moules et d'huîtres.
La capacité de production du projet devrait atteindre 960 tonnes de dorades royales et de le loup de mer, en plus de 200 tonnes de moules et d'huîtres. Cette production devrait contribuer au renforcement de l'offre nationale en produits de la mer et à la diversification des sources d'approvisionnement du marché.
La réalisation de ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'aquaculture dans la wilaya d'Oran et à encourager les investissements dans ce domaine, en vue d'accroître les capacités de production, de renforcer la contribution du secteur à l'approvisionnement en produits de la mer et de créer des emplois.

APS

## LE POUVOIR D'ACHAT

# Le problème, pas la solution

*Le monde souffre, il souffre de son propre fait, qui dépassé le dépasse. Il se croyait au-dessus du cours des choses, le voilà en cours d'être submergé. L'humanité n'est pas préparée à ce qui l'attend — un monde d'instabilité, de contraintes matérielles plus fortes et de décroissance de son pouvoir d'achat.*

5e partie et fin

**Par DERGUINI Arezki (*)**




La difficulté ne réside donc pas dans la démocratie elle-même, mais dans une conception réductrice de la légitimité démocratique : celle qui assimile la qualité du gouvernement à sa capacité de satisfaire les demandes présentes, sans considérer suffisamment les conditions futures de leur satisfaction. Le rôle du politique n'est pas simplement de distribuer les possibilités de consommation. Il est d'organiser les conditions dans lesquelles une société peut continuer à exister, à produire et à se développer. Cela implique parfois de dire ce qui est possible, ce qui ne l'est pas encore et ce qui risque de ne plus l'être et quelles décisions peuvent être prises. Une politique responsable doit pouvoir expliquer les contraintes, hiérarchiser les priorités et préparer les citoyens aux transformations qui les attendent. Elle doit également éviter que la nécessité économique devienne un prétexte à l'autoritarisme ou à la confiscation des choix collectifs.

Le pouvoir de commander ne saurait être réservé à une minorité technocratique, industrielle ou financière. Il doit être soumis à des institutions de contrôle, à la délibération collective et à des exigences de justice.

C'est pourquoi la responsabilité fiduciaire doit s'appliquer aussi au pouvoir politique. Les gouvernants ne sont pas propriétaires de la société ; ils en sont les mandataires temporaires. Ils reçoivent une responsabilité dont ils doivent rendre compte. Leur légitimité ne peut donc reposer uniquement sur leur capacité à promettre une augmentation du pouvoir d'achat. Elle doit aussi dépendre de leur aptitude à préserver les conditions de la prospérité future.

C'est ici que la question des autres modalités du pouvoir de commander devient politique. Si le pouvoir d'acheter doit se transformer en pouvoir de commander à la société, cette transformation ne peut être laissée au seul jeu du marché. Elle exige des institutions capables d'organiser la conversion : des droits sociaux, des mécanismes de participation, des formes de propriété collective ou coopérative, des dispositifs de planification écologique et industrielle, des systèmes de formation et de recherche orientés vers les besoins réels. Ces institutions ne sont pas des entraves au marché ; elles sont les conditions grâce auxquelles le pouvoir d'acheter peut devenir un pouvoir dans la société.

Une démocratie mature devrait être capable de faire comprendre à ses citoyens qu'une politique de préservation des capacités productives, d'investissement et de transmission peut être plus favorable à leur avenir qu'une politique de satisfaction immédiate des demandes. Il ne s'agit pas de demander aux populations de renoncer à leurs droits sociaux, mais de redéfinir les conditions matérielles de leur garantie. Le droit à la santé suppose des capacités médicales. Le droit à l'éducation suppose des enseignants, des établissements et des institutions. Le droit à une alimentation digne suppose des systèmes de production et de distribution. Le droit à l'emploi suppose une économie capable de créer des activités utiles. Les droits ne sont pas de simples déclarations ; ils ont des conditions matérielles d'existence. Une démocratie qui ne s'interroge pas sur ces conditions risque de multiplier les droits formels tout en fragilisant les moyens de leur réalisation. La véritable modernité politique consisterait donc à faire de la capacité de transmission une dimension centrale de la légitimité démocratique.

### Pour un nouvel humanisme

Derrière la crise économique se trouve peut-être une crise anthropologique plus profonde. L'homme contemporain est de plus en plus souvent défini à partir de ses préférences, de ses choix, de son pouvoir d'achat et de sa capacité à participer aux échanges. Il est consommateur avant d'être producteur, titulaire de droits avant d'être porteur de responsabilités, individu autonome avant d'être membre d'une communauté de destin. Ces dimensions ne sont pas illégitimes. Mais elles deviennent insuffisantes lorsqu'elles prétendent définir entièrement la condition humaine. L'homme est aussi un être de transmission. Il reçoit une langue, une culture, des savoirs, des institutions, un environnement et des ressources qu'il n'a pas créés seul. Il les transforme et les transmet à son tour. Il est également un être de limites : sa liberté ne signifie pas qu'il puisse disposer indéfiniment de son environnement ou des efforts d'autrui. Il est enfin un être de responsabilité, parce que ses actes ont des conséquences qui dépassent sa propre existence.

C'est précisément ce que permet de penser la philosophie fiduciaire de Taha Abderrahmane : la condition humaine ne peut être séparée de la charge morale qui accompagne la liberté. L'homme n'est pas simplement celui qui peut agir ; il est celui qui doit répondre de son action. Cette perspective donne une autre signification à la richesse. La richesse devient une capacité dont il faut rendre compte. Elle est une possibilité d'action, mais aussi une obligation de responsabilité. Celui qui dispose de ressources importantes ne possède pas seulement davantage de moyens ; il exerce également une influence plus grande sur les conditions d'existence d'autrui. Celui qui commande une quantité importante de travail doit répondre de la manière dont il organise ce travail et de la finalité qu'il lui donne. Celui qui détient des ressources naturelles ou des infrastructures stratégiques doit se demander si leur exploitation préserve les possibilités de ceux qui viendront après lui.

Cette conception ne conduit pas à condamner la propriété privée, l'entreprise ou le marché. Elle conduit à leur reconnaître une dimension de responsabilité. Le marché peut rester un instrument de coordination. L'entreprise peut rester un lieu de création de richesse. La propriété peut rester une institution de liberté. Mais aucune de ces institutions ne devrait être considérée comme moralement indépendante de ses conséquences. L'économie ne doit pas être séparée de l'éthique, pas plus que la puissance ne doit être séparée de la responsabilité. C'est peut-être là que se situe la possibilité d'un nouvel humanisme : dans le passage de l'homme propriétaire à l'homme dépositaire, de l'homme consommateur à l'homme producteur et transmetteur, de l'homme qui exige à l'homme qui répond également de ce qu'il reçoit. Cet humanisme ne serait pas un retour nostalgique à un ordre ancien. Il serait une tentative de réconcilier la liberté moderne avec la responsabilité, la puissance technique avec la prudence et la prospérité avec la préservation du monde.

La conclusion s'impose alors avec netteté : le pouvoir d'achat n'est pas la solution, il est le problème lorsqu'il prétend tenir lieu de pouvoir de commander. Il faut le replacer dans l'architecture de pouvoir plus vaste dont il n'est qu'une modalité.

Le pouvoir de commander au travail et à la société a connu et connaît d'autres formes : l'autorité politique, l'institution, la compétence, la coutume, la responsabilité professionnelle, la transmission. Dans la société marchande, le pouvoir d'acheter a pris une place dominante, au point de sembler se confondre avec le pouvoir de commander lui-même. Mais cette domination est historique, non naturelle. Dans la société moderne, le pouvoir d'acheter doit pouvoir se transformer en pouvoir de commander à la société — faute de quoi il se réduit à une capacité de consommation privée, sans prise sur les conditions collectives de l'existence. Lorsque cette conversion n'est plus possible, d'autres autorités doivent se substituer au pouvoir de l'argent : des institutions politiques, techniques et morales capables d'assumer le pouvoir que l'argent ne peut plus exercer. Et si le pouvoir d'acheter cesse d'être un pouvoir de commander à la société, le capital lui-même ne peut plus commander à la société, car son pouvoir suppose la reproduction d'un ordre social que le pouvoir d'achat ne peut plus soutenir.

La richesse véritable ne réside ni dans la seule accumulation monétaire ni dans la seule capacité de consommer, mais dans la capacité de mobiliser durablement le travail, les ressources, les connaissances et les institutions nécessaires à l'existence collective, tout en assumant la responsabilité de leur usage. Le pouvoir d'achat mesure ce que la monnaie permet d'obtenir ; le pouvoir de commander mesure ce qu'une société est réellement capable d'obtenir d'elle-même, autrement dit, de faire, de préserver et de transmettre. Mais le pouvoir de commander ne doit pas être un nouveau nom de la domination, il doit être inspiré par une éthique de la confiance et de la responsabilité. La véritable puissance réunit trois dimensions : la capacité productive, la maîtrise collective et la responsabilité fiduciaire. Une société qui peut acheter sans savoir produire reste dépendante ; une société qui peut produire sans savoir transmettre reste fragile ; une société qui peut commander sans se sentir responsable devient dangereuse. C'est à cette articulation entre travail, puissance et confiance que pourra se construire une économie politique mieux préparée à un monde qui ne sera plus nécessairement celui que nous avons appris à attendre.

**(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.**

HUILE D'OLIVE TUNISIENNE

## Les exportations franchissent la barre des 5,2 milliards de dinars

La Tunisie achève la campagne oléicole 2025/2026 avec une forte progression de ses exportations d'huile d'olive. Les quantités exportées ont atteint 413 100 tonnes, générant des recettes de 5 208,5 millions de dinars, soit une augmentation de 39 % par rapport à la campagne précédente.

Si ces performances témoignent du poids économique de la filière oléicole tunisienne, elles mettent également en lumière un enjeu majeur : la valorisation de la production nationale à travers le développement des exportations d'huile d'olive conditionnée.

Selon les données de l'Observatoire national de l'agriculture (ONAGRI), arrêtées à fin octobre 2026, les exportations tunisiennes d'huile d'olive ont atteint 413 100 tonnes durant la campagne 2025/2026, contre 280 300 tonnes lors de la campagne précédente, soit une hausse de 47,4 %.

En valeur, les recettes sont passées de 3 745,9 millions de dinars à 5 208,5 millions de dinars, enregistrant une progression de 39 %.

La Tunisie a ainsi exporté 132 800 tonnes supplémentaires et engrangé 1 462,6 millions de dinars de recettes additionnelles en une campagne (calcul TN).

Les exportations d'huile d'olive conditionnée ont enregistré une hausse de 53,7 %, passant de 42 200 tonnes à 64 900 tonnes entre les deux campagnes.

Malgré cette progression, le conditionné ne représente que 15,7 % des quantités totales exportées, tandis que le vrac conserve une part largement dominante de 84,3 %.

En matière de qualité, la catégorie extra vierge représente à elle seule 83,4 % du volume total exporté.

La contribution du conditionné aux recettes est néanmoins supérieure à son poids dans les volumes : cette catégorie génère 20,8 % de la valeur totale des exportations tunisiennes d'huile d'olive.

En croisant les volumes exportés et les parts respectives dans les recettes communiquées par l'ONAGRI, Tunisie Numérique a reconstitué la valeur moyenne à l'exportation d'un kilogramme d'huile d'olive en vrac et conditionnée.

Les résultats mettent en évidence un écart de valorisation de près de 41 % entre les deux modes de commercialisation.

**R I/Agence**

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL AU CAIRE

# Al-Sissi réaffirme l'attractivité de l'Egypte pour les IDE et l'essor du secteur privé au WEF

*S'exprimant mardi au Forum économique mondial au Caire, Al-Sissi a érigé le secteur privé au cœur du développement national, mettant en avant une croissance de 5,1 %, des réserves de change à 57,5 milliards de dollars et des investissements directs étrangers s'élevant à 18 milliards de dollars.*

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a présenté, mardi 17 novembre au Caire lors du Forum économique mondial (WEF), les réformes économiques et les opportunités d'investissement en Egypte, insistant sur la résilience de l'économie nationale face aux tensions géopolitiques et réaffirmant l'engagement indéfectible de l'Etat dans la consolidation du rôle central du secteur privé.

### « 18 milliards de dollars d'investissements directs étrangers »

Devant près de 80 représentants de grandes entreprises mondiales et d'institutions financières internationales réunis pour ce dialogue stratégique de deux jours, le chef de l'Etat a souligné que l'Egypte avait enregistré un taux de croissance de 5,1 % au cours de l'exercice 2025/2026.

Les réserves de change ont atteint environ 57,5 milliards de dollars fin octobre 2026, tandis que « les investissements directs étrangers (IDE) se sont établis à 18 milliards de dollars ». Dans son allocution, le président a indiqué que la politique de propriété de l'Etat avait permis une hausse de 25,9 % des investissements du secteur privé au premier trimestre de l'exercice 2026/2025, représentant désormais 66 % des investissements totaux.

Il a également mis en avant les efforts continus déployés pour améliorer le climat des affaires, attirer les capitaux étrangers et stimuler la croissance.

### « 1 000 milliards de livres consacrés aux infrastructures »

Evoquant le développement des infrastructures, le président a rappelé que la superficie habitée du pays était passée d'environ 7 % à 14 % depuis 2014 , tandis que le nombre de villes nouvelles était passé de 22 à 61. Le réseau routier s'étend désormais sur près de 31 000 kilomètres, parallèlement à la modernisation des ports, des chemins de fer et à la création de centres logistiques. « L'Etat consacre chaque année environ 1 000 milliards de livres égyptiennes au développement des infrastructures dans différents secteurs », a-t-il précisé.

### « Transformer l'Egypte en une plateforme industrielle et exportatrice »

Le chef de l'Etat a insisté sur la volonté de transformer l'Egypte en un pôle industriel et exportateur, à travers la localisation de la production, le transfert de technologies, l'augmentation du taux d'intégration locale et l'insertion accrue des entreprises égyptiennes dans les chaînes de valeur mondiales.

Dans cette optique, la stratégie industrielle à l'horizon 2030 vise à porter la contribution de l'industrie à 20 % du produit intérieur brut (PIB), tout en faisant passer celle des industries vertes à 5 %.

Le gouvernement accorde des incitations ciblées aux investissements dans les énergies propres, l'industrie automobile (y compris les véhicules électriques), les produits pharmaceutiques, les panneaux solaires ainsi que les technologies de l'information.

Le président a également évoqué le dispositif de la « licence d'or », qui permet d'accélérer l'octroi des autorisations de projets, ainsi que les réformes douanières ayant ramené le délai moyen de mainlevée des marchandises à deux jours.

Sur le plan monétaire, l'adoption d'un taux de change flexible a permis de résorber les difficultés d'accès aux devises. Les investisseurs étrangers peuvent désormais rapatrier leurs bénéfices et importer les intrants nécessaires via des procédures bancaires simplifiées.

Par ailleurs, un « programme de transformation nationale pour la période 2027-2030 » sera présenté en décembre 2026 afin d'accroître la productivité globale de l'économie.

### « L'Egypte ambitionne de devenir un centre régional de l'énergie »

Sur le volet énergétique, les capacités de production d'électricité ont atteint environ 64 000 mégawatts, contre 28 000 mégawatts il y a douze ans.

Le pays entend porter la part des énergies renouvelables à 45 % de son mix d'ici 2028, tout en consolidant ses interconnexions électriques régionales (avec les pays voisins, la Grèce, l'Italie et Chypre).

L'Egypte consolide ainsi son statut de carrefour énergétique en Méditerranée orientale, en s'appuyant sur ses terminaux de liquéfaction d'Idku et de Damiette, ses raffineries et son projet d'acheminement du gaz chypriote vers l'Europe prévu pour 2028.

Al-Sissi a par ailleurs confirmé que l'intégralité des arriérés dus aux partenaires pétroliers étrangers avait été réglée au 30 juin 2026.

Abordant le transport maritime, le président a rappelé que « les crises régionales avaient entraîné une perte d'environ 20 milliards de dollars pour le canal de Suez, par lequel transite 12 % du commerce mondial ».

Tout en notant une amélioration progressive du trafic, il a souligné que les itinéraires alternatifs ne constituaient pas des équivalents, mais des compléments à la position géostratégique irremplaçable de l'Egypte.

**R I/Agence**

EMPLOI AU KOWEÏT

## Six spécialités d'ingénieurs recherchées, dernier délai le 22 novembre

Les ingénieurs tunisiens expérimentés disposent d'une nouvelle opportunité professionnelle au Koweït. L'Agence tunisienne de coopération technique (ATCT) a annoncé l'ouverture des candidatures dans six spécialités, avec une date limite fixée au dimanche 22 novembre 2026. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme dans le domaine recherché et justifier d'au moins 12 années d'expérience professionnelle.

L'offre, rendue publique le 17 novembre 2026, s'adresse à des profils confirmés. Les inscriptions s'effectuent au moyen d'un formulaire électronique dont le lien figure sur la page Facebook officielle de l'ATCT. Les personnes intéressées ont donc intérêt à consulter les modalités et à transmettre leur candidature avant la clôture.

L'ATCT fixe deux critères généraux : disposer d'un diplôme correspondant à la spécialité visée et posséder au minimum douze années d'expérience professionnelle.

Ce seuil vise donc principalement des ingénieurs ayant déjà exercé pendant une longue période.

Un candidat titulaire d'un diplôme dans l'une des spécialités mais disposant de moins de douze ans d'expérience ne satisfait pas à cette exigence telle qu'annoncée.

L'avis relayé ne précise pas de condition d'âge particulière, de niveau linguistique minimum ni de liste exhaustive de documents à joindre. Il convient de suivre les instructions données dans le formulaire officiel plutôt que de supposer des critères supplémentaires.

Les ingénieurs intéressés doivent accéder à la page Facebook officielle de l'Agence tunisienne de coopération technique, puis retrouver l'annonce du recrutement au Koweït et le lien vers le formulaire de candidature électronique correspondant.

Les candidats doivent remplir le formulaire conformément aux indications publiées par l'ATCT et vérifier l'enregistrement de leur dossier. La transmission d'une candidature ne vaut pas acceptation ni promesse d'embauche.

### Salaire, contrat, nombre de postes : ce qui n'est pas précisé

Les informations publiées permettent de connaître le pays de destination, les spécialités recherchées, le niveau d'expérience exigé, le canal de candidature et la date de clôture.

En revanche, le nombre exact de postes, les salaires, la durée des contrats, les avantages éventuels et la date prévue de prise de fonctions ne sont pas précisés dans l'annonce relayée. Ces éléments ne doivent donc pas être présentés comme acquis.

Les conditions contractuelles devront être examinées dans les documents officiels remis aux candidats retenus, en particulier en ce qui concerne la rémunération, les horaires, l'hébergement, l'assurance et les obligations administratives liées au travail à l'étranger.

### Pourquoi passer par les canaux officiels de l'ATCT ?

L'ATCT invite régulièrement les candidats à consulter ses canaux institutionnels afin d'éviter les annonces trompeuses. Dans le cas de cette offre, l'agence indique que le lien utile pour postuler figure sur sa page Facebook officielle.

Le candidat peut également consulter le site institutionnel de l'ATCT pour s'informer sur l'agence et ses missions. Il ne faut cependant pas confondre cette offre, annoncée en novembre, avec d'anciennes annonces de recrutement au Koweït qui comportent des dates, des salaires ou des conditions différents.

L'enjeu est simple : pour cette campagne, seules les informations propres à l'avis de novembre 2026 doivent servir à préparer le dossier. Le dernier délai du 22 novembre et l'exigence de douze ans d'expérience en constituent les deux points essentiels.

**R I.**

POUR RÉDUIRE LES COÛTS LOGISTIQUES

# Le Nigeria investit 3,5 milliards $ dans un nouveau port en eau profonde

*Alors que le trafic de fret reste fortement concentré autour de Lagos, le Nigeria veut se doter de nouvelles capacités portuaires en dehors de la capitale économique du pays pour améliorer l'efficacité opérationnelle et réduire les engorgements.*

Le Nigeria a officiellement lancé, le vendredi 13 novembre, les travaux du port en eau profonde de Bakassi, pour désengorger les ports saturés de Lagos et réduire les coûts logistiques qui figurent parmi les plus élevés d'Afrique de l'Ouest.
La cérémonie de pose de la première pierre de cette infrastructure portuaire, dont le coût global est estimé à 3,5 milliards de dollars, s'est déroulée dans l'État de Cross River (Sud-est), en présence du vice-président nigérian, Kashim Shettima.
Le projet comprend un port en eau profonde ayant un tirant d'eau de 20 mètres destiné à accueillir les navires de grand tonnage, qui contournent actuellement la plupart des ports nigérians faute d'infrastructures adaptées.
Dans un communiqué rendu public lors du lancement des travaux, le président nigérian, Bola Tinubu, a décrit le projet comme un « investissement stratégique » susceptible de diversifier l'économie et de positionner le pays comme un pôle majeur du commerce maritime, notant que plus de 80 % du commerce extérieur du Nigeria transite actuellement par les ports de Lagos, ce qui entraîne des engorgements et fait grimper les coûts logistiques.
« Lagos est notre frère aîné dans le commerce. Aucun pays ne mange d'une seule main. Aucun pays ne porte toute sa charge sur une seule épaule. Cette épaule finirait par céder », a-t-il souligné. Et d'ajouter : « Ce projet n'est pas dirigé contre Lagos. Il est conçu pour le Nigeria. Quand Lagos est désengorgé, le Nigeria respire. Quand Calabar fonctionne, le Nigeria avance sur ses deux jambes ».
Le projet du futur port en eau profonde de Bakassi comprend d'autre part la construction d'une autoroute de 260 km, qui servira de voie d'acheminement pour faciliter le transport des marchandises vers l'arrière-pays.
Le directeur général de l'Autorité portuaire nigériane (NPA), Abubakar Dantsoho, a indiqué que ce projet d'infrastructure intégré pourrait offrir un débouché maritime alternatif à des pays voisins enclavés tels que le Tchad, le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

### Une forte congestion dans les ports de Lagos

Le deuxième port en eau profonde du Nigeria après celui de Lekki, qui a été inauguré en janvier 2023 à Lagos, devrait être réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé, avec une approbation initiale de financement de 2,27 milliards de dollars.
La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) agit en tant qu'arrangeur principal mandaté et conseiller financier.
Une société ad hoc, la Bakassi Deep Seaport Limited, a déjà été créée pour piloter le projet. Un pacte d'actionnaires, ratifié en février 2025, prévoit qu'Arise Integrated Industrial Platforms Ltd (Arise IIP), groupe basé à Dubaï qui développe et exploite des parcs industriels et des zones industrialo-portuaires intégrées sur le continent africain, acquière une participation de 80 %, le gouvernement de l'État de Cross River conservant les 20 % restants.
Les coûts logistiques au Nigeria figurent parmi les plus élevés d'Afrique de l'Ouest, en raison notamment de la forte concentration du trafic à Lagos et de la vétusté des axes routiers. Selon l'Administration américaine du commerce international (ITA), qui reprend une estimation de la Lagos Chamber of Commerce and Industry (LCCI), les inefficacités logistiques coûteraient 8 milliards de dollars par an au Nigeria, dont 5,8 milliards de dollars de pertes de revenus pour les entreprises dépendantes des principaux ports.
Dans les ports d'Apapa et de Tincan Island situés à Lagos, la durée moyenne de séjour des marchandises est de 18 à 21 jours, contre 5 à 7 jours au Ghana et 4 jours à Cotonou.
En conséquence, les frais logistiques et de dédouanement au Nigeria sont environ 30 % plus élevés que chez ses voisins ouest-africains.
Le Nigeria occupe la 88e place sur 139 pays dans l'édition 2023 de l'Indice de performance logistique de la Banque mondiale, avec des notes faibles sur la qualité des infrastructures (2,4/5) et le suivi/traçabilité des marchandises (2,3/5).
Selon la Nigerian Ports Authority (NPA), le temps moyen d'immobilisation d'un navire (average turnaround time) dans les ports nigérians a augmenté au premier semestre 2026 pour atteindre 5,3 jours, contre 5 jours un an plus tôt. Il grimpe à 6,1 jours au complexe portuaire d'Apapa et à 5,1 jours dans celui de Tin Can Island.

R I.

AVEC 700 MILLIONS DE DOLLARS

# La Zambie veut renforcer son rôle dans l'exploration minière

La Zambie a produit quelque 890 000 tonnes de cuivre en 2025 et en vise 3 millions par an d'ici 2031. L'agrandissement de mines et la construction de nouvelles doivent soutenir cette hausse. À plus long terme, le pays devra trouver les gisements qui prendront le relais.
En Zambie, l'Etat poursuit ses efforts pour renforcer son rôle dans l'exploration minière. Le plan présenté lundi 16 novembre par ZCCM-IH, sa holding minière, prévoit 704,3 millions USD de dépenses d'exploration entre 2026 et 2035. En engageant des capitaux sur des permis précis, cette société publique accompagne une démarche lancée deux ans plus tôt par le gouvernement pour mieux connaître le sous-sol du pays et orienter les recherches vers de nouvelles zones.
Le relevé aérien national, confié en 2024 à Xcalibur Smart Mapping, affichait en septembre un taux d'exécution de plus de 94 %, selon le service géologique zambien. Les instruments embarqués mesurent des variations dans les propriétés des roches qui aident les géologues à choisir où chercher au sol. En parallèle, le service a commencé à mettre en ligne des cartes et des rapports jusque-là conservés sur papier.

### De la carte aux forages

Dans le programme minier présenté en octobre avec la Banque mondiale, Lusaka prévoit d'élargir cet accès et de préciser les règles de diffusion des données.
ZCCM-IH a annoncé qu'elle compte utiliser les résultats du relevé pour repérer les zones où demander de nouveaux permis. La société prépare déjà des travaux sur des terrains où elle détient des droits. En avril, elle a lancé une procédure de sélection d'entreprises pour forer à Rufunsa, où des études préliminaires ont repéré des indices de minéralisation. Le plan prévoit d'y réaliser 10 000 mètres de forages cumulés d'ici fin 2028. Le projet aurifère Rufunsa figure parmi les sept programmes prioritaires, aux côtés notamment de l'or à Kikonge et du cuivre et du cobalt dans la province du Nord-Ouest.
Selon le ministère des Mines, le manque de cartes récentes et la couverture incomplète du territoire ont freiné les découvertes et limité l'ouverture de grandes mines. Lusaka veut aussi pouvoir prendre part aux projets qui émergeront grâce à ces recherches préliminaires. Le gouvernement veut utiliser les permis détenus par l'Etat comme apport au sein de partenariats avec des compagnies privées qui financeront les travaux supplémentaires nécessaires pour exploiter les gisements. L'objectif est d'augmenter la participation publique dans les mines, qui est d'environ 20 % aujourd'hui.

### Contexte favorable

Les orientations stratégiques de la Zambie en faveur de l'exploration interviennent alors que le développement des réseaux électriques accroît les besoins en cuivre. Dans le scénario de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) fondé sur les politiques annoncées, les mines en activité et les projets connus couvriraient environ les trois quarts des besoins mondiaux en cuivre issu des mines en 2035. D'autres États africains investissent aussi dans la connaissance de leur sous-sol. Premier producteur africain de cuivre, la RDC a lancé en octobre une campagne de cartographie sur près de 700 000 km². La Tanzanie a créé un fonds public de recherche minière et vise des relevés aériens détaillés sur au moins la moitié de son territoire d'ici 2030, contre 16 % en août dernier. En Zambie, le projet de budget pour 2027 prévoit de financer les vérifications sur le terrain après la fin des survols, attendue d'ici à la fin de 2026. À Rufunsa, ZCCM-IH vise une première estimation des ressources entre 2029 et 2031. Elle doit permettre d'évaluer la quantité de roche minéralisée et sa teneur en or. C'est sur cette base que la holding pourra décider d'engager une étude de faisabilité pour déterminer si le site peut devenir une mine rentable. D'ici 2035, le portefeuille en cours de constitution devrait valoir 1,48 milliard USD, selon la société publique.

ÉLECTRICITÉ

# La CEDEAO opérationnalise un projet de 160 M$ au Togo et en Gambie

Le projet régional RAISE (Regional Access Increase and Sustainable Energy) entre dans sa phase opérationnelle au Togo. La CEDEAO et la Banque mondiale ont engagé cette semaine une mission d'appui à sa mise en œuvre. Financé à hauteur de 160 millions de dollars, le programme vise à étendre l'accès à l'électricité au Togo et en Gambie. Cette étape intervient après son entrée en vigueur, le 29 octobre 2026.
Le projet prévoit l'électrification de 1800 localités, 202 000 raccordements domestiques et le développement de 242 MW de capacités de production d'énergie renouvelable dans les deux pays. Ces objectifs régionaux ne sont pas encore ventilés par pays, au regard des informations publiées par la CEDEAO. La répartition des raccordements attendus au Togo, les localités prioritaires et le calendrier des premiers travaux restent donc à préciser.

### Le calendrier de mise en œuvre en préparation

La mission, qui se tient jusqu'au vendredi 20 novembre 2026 à Abuja, au Nigeria, doit examiner les conditions opérationnelles du projet et renforcer la coordination entre les institutions concernées. Les travaux portent notamment sur la préparation du plan de travail et du budget annuel 2027, les sauvegardes environnementales et sociales, la gestion financière ainsi que les procédures de passation des marchés aux niveaux régional et national.

### Un enjeu d'accès et d'activité économique

Approuvé en juin 2026, le financement de 160 millions de dollars permettra de raccorder environ un million de personnes au Togo et en Gambie. Selon la Banque mondiale, les retombées économiques attendues au Togo correspondraient à des gains de revenus du travail équivalant à environ 9200 emplois par an, à travers les effets directs et indirects du projet. En Gambie, cette équivalence est estimée à 2500 emplois annuels.
RAISE prévoit l'extension et la densification des réseaux de distribution, la réduction des coûts de raccordement et le développement des énergies renouvelables. Le projet cible ainsi plusieurs contraintes du secteur, dont le coût de production, les limites des infrastructures et les difficultés d'accès à l'électricité dans les zones rurales et périurbaines.
En juillet, la CEDEAO et la Banque mondiale ont également signé un accord de subvention de 10 millions de dollars destiné à soutenir la coordination régionale. Selon la CEDEAO, la mise en œuvre du projet pourrait être achevée dans un délai de trois à quatre ans.

**Agence**

APRÈS LA PUBLICATION DES RÉSULTATS DE NVIDIA

# Les marchés boursiers mondiaux reculent

*Les marchés boursiers mondiaux ont reculé mercredi, les investisseurs digérant les prévisions de ventes de Nvidia, meilleures que prévu, et se préparant à l'entrée en bourse d'Anthropic, considérée comme un test majeur du boom des investissements dans l'IA, tandis que le pétrole reculait en raison de la hausse des stocks américains.*

L'indice MSCI des actions mondiales a reculé de 0,1%, les valeurs européennes .STOXX restant stables, les gains de 0,3% enregistrés à Francfort .GDAXI ayant été contrebalancés par des pertes du même ordre à Londres .FTSE .

Cela a donné l'impression d'une certaine stabilité pour les actions européennes après qu'elles ont subi mardi leur plus forte baisse journalière en huit mois. Les valeurs technologiques européennes .SX8P ont progressé de 1,2%, le géant des équipements pour semi-conducteurs ASML ASML.AS enregistrant une hausse de 1,8%.

La société de puces d'IA Nvidia était au centre de l'attention des investisseurs: mardi, elle a publié des prévisions de chiffre d'affaires supérieures aux attentes, malgré les incertitudes quant à la future direction de l'entreprise. Son président a déclaré aux investisseurs que la société ne réengagerait pas son cofondateur Jensen Huang, largement considéré comme le visage du boom de l'IA, au poste de directeur général.

Les résultats de Nvidia ont permis aux actions asiatiques hors Japon .MISX00000PUS d'enregistrer une légère hausse de 0,1%, mettant ainsi fin à une série de quatre jours de baisse. L'indice japonais Nikkei 225 .N225 a gagné 0,3% après plusieurs revirements.

« Nvidia est un baromètre de l'IA et beaucoup de gens sont attentifs à ses prévisions et à ce qu'elle dit concernant la demande », a déclaré Fleura Shiyanova, analyste actions chez Kepler Unigestion en Suisse. « Tout changement qu'elle décidera d'apporter se répercutera sur diverses chaînes de valeur au sein du secteur de l'IA. »

Wall Street s'apprêtait également à enregistrer des gains, les contrats à terme e-mini sur le S&P 500 EScv1 affichant une hausse de 0,5%. Mardi, les actions américaines avaient subi une correction, le S&P 500 .SPX reculant de 1% pour enregistrer une quatrième baisse consécutive avant la publication des résultats de Nvidia.

Sur les marchés , les contrats à terme sur le Brent LCOc1 ont reculé de 1,4% à 91,82 dollars le baril après la publication de données faisant état d'une hausse des stocks américains de pétrole brut et de carburant la semaine dernière, même si le conflit en cours au Moyen-Orient et les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ont limité les pertes.

### Référendum sur l'IA

Le prochain test de santé du secteur de l'IA aura lieu alors qu'Anthropic s'apprête à fixer le prix de ses actions plus tard dans la journée de mercredi, en vue de son introduction en bourse , qui pourrait valoriser la société à hauteur de 1.400 milliards de dollars. La société a orienté le prix de son introduction en bourse vers le haut de sa fourchette, voire au-delà, selon Bloomberg News.

« J'ai considéré toute cette semaine comme un référendum sur l'IA », a déclaré Jake Behan, responsable des marchés de capitaux chez Direxion à New York. « Nvidia nous a donné une indication de la dynamique de croissance du secteur, et Anthropic est sur le point de nous donner une idée de l'appétit des investisseurs pour la prochaine génération d'entreprises d'IA. »

Sur les marchés des changes, l'indice du dollar américain =USD , qui mesure la vigueur du billet vert par rapport à un panier de six devises, a progressé de 0,2% à 103,82, après avoir atteint plus tôt mardi son plus haut niveau depuis l'annonce des droits de douane par le président Donald Trump en avril 2025.

L'euro a atteint son plus bas niveau depuis avril 2025 et s'établissait en fin de séance en baisse de 0,3% à 1,096 dollar.

Dans un marché agité, le yen JPY= restait inchangé face au dollar américain, à 159,30 yens. Les données ont montré que les exportations japonaises avaient augmenté pour le 14e mois consécutif en octobre, portées par la demande de livraisons liées aux semi-conducteurs.

Le rendement de l'obligation d'État américaine à 10 ans US10YT=TWEB a reculé de 0,6 point de base, à 5,095%.

Mardi, le président de la Fed de Saint-Louis , Alberto Musalem, qui ne dispose pas de droit de vote sur les taux d'intérêt cette année, a déclaré que la Réserve fédérale pourrait avoir besoin de plusieurs hausses de taux pour maîtriser l'inflation et qu'elle devrait agir rapidement afin d'éviter que le problème ne s'aggrave.

Les rendements des obligations d'État britanniques ont baissé après la publication de données sur l'inflation présentant une situation légèrement moins tendue que ne l'avaient prévu les économistes et la Banque d'Angleterre, ce qui a incité les investisseurs à réduire légèrement leurs paris sur une hausse des taux en décembre.

**Agence**

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**

**Cours du : 18 Novembre 2026**
**Valeur : 20 Novembre 2026**

| BASE | DEVISES | | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|---|---|---|---|---|
| 1 | USD | US DOLLAR | 136.8933 | 136.9083 |
| 1 | EUR | EURO | 150.5826 | 150.6265 |
| 1 | GBP | POUND STERLING | 180.6457 | 180.6893 |
| 100 | JPY | JAPANESE YEN | 85.9181 | 85.9383 |
| 1 | CNY | CHINESE YUAN | 20.5342 | 20.5389 |
| 1 | CHF | SWISS FRANC | 162.8325 | 162.8697 |
| 1 | CAD | CANADIAN DOLLAR | 95.7363 | 95.7803 |
| 1 | DKK | DANISH KRONE | 20.1287 | 20.1315 |
| 1 | SEK | SWEDISH KRONA | 13.5174 | 13.5195 |
| 1 | NOK | NORWEGIAN KRONE | 14.2255 | 14.2285 |
| 1 | AED | UAE DIRHAM | 37.2671 | 37.2763 |
| 1 | SAR | SAUDI RIYAL | 36.4874 | 36.4933 |
| 1 | KWD | KUWAITI DINAR | 443.1638 | 443.3559 |
| 1 | TND | TUNISIAN DINAR | 44.9729 | 45.4249 |
| 1 | MAD | MOROCCAN DIRHAM | 13.7391 | 13.7406 |
| 1 | LYD | LIBYAN DINAR | 21.1301 | 21.2383 |
| 1 | MRU | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.4206 | 3.4313 |
| 1 | SDR | SPEC. DRA. RIGHTS | 184.1282 | 184.1282 |

POINT-MARCHÉS

# Les bourses asiatiques démarrent en nette hausse

Les Bourses asiatiques, d'abord poussées par les solides résultats de Nvidia, effaçaient leurs gains à la mi-journée mercredi.

Les Bourses de Tokyo et Séoul ont démarré en nette hausse, dans des marchés saluant les solides résultats publiés la veille par le titan américain des puces Nvidia.

Le groupe a dépassé les attentes du marché au troisième trimestre, doublant son chiffre d'affaires et relevant ses prévisions.

Mais la tendance s'est rapidement inversée: vers 02H15 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice phare Nikkei lâchait 0,73 % à 58.438 points. A Séoul, le Kospi abandonnait 0,22 %.

Taipei cédait 1,38 % et l'indice hongkongais Hang Seng 0,49 %.

La devise japonaise stagnait vers 02H20 GMT à 159,45 yens pour un dollar, non loin de la barre symbolique des 160 yens à partir de laquelle les marchés estiment plus probable une intervention du gouvernement nippon sur le marché des changes.

La monnaie japonaise s'est nettement affaiblie ces dernières semaines face à un billet vert renforcé par une inflation élevée aux Etats-Unis, ce qui renforce les perspectives de durcissement monétaire de la Réserve fédérale (Fed).

Les cours du pétrole retombent mercredi en Asie.

Vers 02H20 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, référence du marché mondial, reculait de 0,57 % à 92,61 dollars, et celui du WTI nord-américain pour livraison en décembre perdait 1,12 % à 85,04 dollars.

**APS**

FRANCE

# Paris oscille autour de l'équilibre

La Bourse de Paris évoluait proche de l'équilibre mercredi, l'élan donné aux valeurs des semi-conducteurs par les résultats meilleurs qu'attendu du géant américain des puces Nvidia ne suffisant pas à soutenir la place financière.

Vers 10H00, le CAC 40 était en très léger repli (-0,07 %) à 8.210,25 points, en baisse de 6,53 points.

Mardi, l'indice vedette avait nettement reculé de 1,62 %.

Nvidia, premier fabricant mondial de puces pour l'intelligence artificielle (IA), a vu son chiffre d'affaires doubler sur un an au troisième trimestre et a relevé ses prévisions. Ce sont ses premiers résultats depuis le départ de son patron Jensen Huang.

"La confiance dans l'entreprise se rétablit plus vite que la confiance dans l'action", qui recule de 24 % depuis le début du mois, résume Charu Chanana, de Saxo Markets.

Les investisseurs restent surtout prudents avant la publication à 20H00 du compte-rendu de la dernière réunion de la banque centrale américaine (Fed), alors que l'inflation fait craindre de nouvelles hausses de taux.

"De nouveaux indices en faveur de hausses de taux supplémentaires pourraient à nouveau amplifier les récents mouvements de ventes sur les marchés d'actions", prévient Andreas Lipkow, analyste de CMC Markets.

Le taux d'emprunt de la France à dix ans reculait à 4,85 %, contre 4,88 % la veille en clôture.

Soitec, qui publie ses résultats semestriels mercredi soir, bondissait de 4,60 % à 100,35 euros. D'autres valeurs liées aux centres de données étaient aussi en hausse, comme Legrand (+2,40 % à 136,55 euros) et Schneider Electric (+1,75 % à 240,75 euros). STMicroelectronics prenait 2,50 % à 40,81 euros.

Alstom chutait de 9,00 % à 9,12 euros. Le constructeur ferroviaire a publié une perte d'exploitation ajustée de 396 millions d'euros au premier semestre, contre un bénéfice de 580 millions un an plus tôt, et une perte nette de 954 millions d'euros.

Accor reculait de 3,96 % à 50,44 euros après que le groupe hôtelier a annoncé dépenser 1,6 milliard d'euros pour renforcer sa participation dans Ennismore, sa filiale de marques lifestyle.

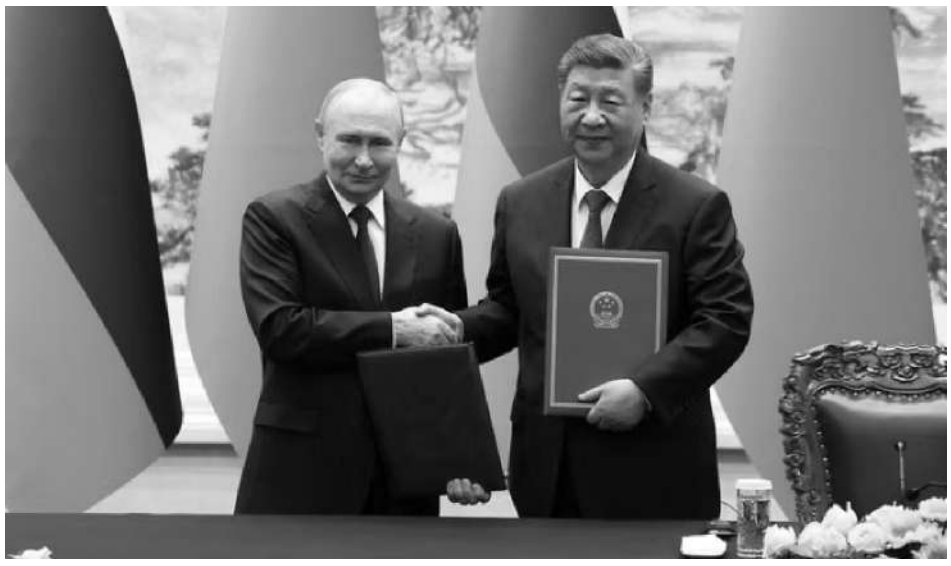
Les groupes de BTP reculaient malgré la publication de l'information des Echos selon laquelle EDF s'apprête à leur confier environ 14 milliards d'euros de contrats pour ses réacteurs nucléaires EPR2. Vinci cédait 1,36 % à 112,70 euros, Eiffage 0,78 % à 107,85 euros et Bouygues 0,75 % à 43,41 euros.

R I.

XI ET POUTINE SE RENCONTRENT AU SOMMET DE L'APEC À SHENZHEN

# «La Chine et la Russie œuvrent à un ordre mondial multipolaire plus équitable»

*Le président russe a souligné que Moscou et Pékin entretiennent des relations de politique étrangère stables et positives et partagent l'objectif de contribuer au développement économique et à la stabilité régionale.*



Face à l'incertitude mondiale croissante, la Russie et la Chine ont réaffirmé leur engagement commun à œuvrer pour la stabilité des relations bilatérales et la promotion d'un ordre mondial multipolaire. C'est à l'issue de leur rencontre du 18 novembre, en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui se tient à Shenzhen, dans le sud de la Chine. Lors de cet entretien, Xi Jinping a déclaré que les relations bilatérales « demeurent aussi solides qu'une montagne, malgré les intempéries », et a appelé à maintenir une vision stratégique à long terme pour renforcer la stabilité et la sécurité internationales. De son côté, Vladimir Poutine a souligné que la coopération politique entre la Russie et la Chine progressait « favorablement et de manière constructive », malgré les défis du contexte international. « La Russie et la Chine partagent une approche constructive de la mise en place d'un ordre mondial multipolaire plus équitable et entendent renforcer leur coopération afin de favoriser la prospérité de la région Asie-Pacifique », a déclaré Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec Xi Jinping. Il a souligné que Moscou et Pékin entretiennent des relations de politique étrangère stables et positives et partagent l'objectif de contribuer au développement économique et à la stabilité de la région. La coopération en matière de politique étrangère entre la Russie et la Chine progresse « de manière stable et positive sur la scène internationale ». M. Poutine a réaffirmé la convergence entre Moscou et Pékin quant à la nécessité de promouvoir un ordre mondial multipolaire plus équitable, citant la prospérité de la région Asie-Pacifique comme l'un de leurs objectifs communs. De son côté, M. Xi Jinping a insisté sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour approfondir la coopération bilatérale dans tous les domaines et « impulser et promouvoir la transition vers un monde multipolaire ». Le président russe a également souligné le renforcement des liens économiques et commerciaux entre les deux pays, citant l'augmentation de 43 % des flux touristiques réciproques, favorisée par l'instauration de l'exemption de visa. Xi Jinping a, quant à lui, appelé les deux pays à « maintenir fermement la continuité, à aller de l'avant avec audace » et à promouvoir la construction d'un système international multipolaire et la démocratisation des relations internationales. Poutine a qualifié Shenzhen, ville hôte du sommet de l'APEC les 18 et 19 novembre, de symbole de la prospérité économique de la Chine et d'exemple de développement à suivre. La rencontre d'aujourd'hui est la cinquième entre Vladimir Poutine et Xi Jinping depuis le début de l'année et s'inscrit dans le cadre du renforcement constant des relations politiques et économiques entre Moscou et Pékin. Les discussions se sont déroulées dans un format élargi, avec la participation de nombreux représentants des deux gouvernements. La délégation russe comprend les vice-Premiers ministres. Tatiana Golikova e Dmitry Chernyshenko, le vice-premier ministre et ministre des Finances Anton Silouanov, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, le ministre de la défense Andreï Beloussov, le ministre du Développement économique Maksim Reshetnikov et le ministre de l'Énergie Sergueï Tsivilev. Des représentants de l'administration présidentielle sont également présents, dont le conseiller diplomatique. Youri Ouchakov et le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov. Cette rencontre bilatérale précède le sommet trilatéral prévu demain, 19 novembre, entre Poutine, Xi Jinping et le président américain. Donald Trump, La réunion, confirmée par le Kremlin, la Maison Blanche et le ministère chinois des Affaires étrangères, aura bien lieu. Donald Trump a indiqué qu'il entend aborder, entre autres sujets, la situation en Ukraine et en Iran, le désarmement nucléaire et les relations économiques et commerciales. Le sommet de Shenzhen sera la première rencontre trilatérale entre les dirigeants de la Russie, de la Chine et des États-Unis.

Selon Peskov, Poutine tiendra sa traditionnelle conférence de presse de fin d'année en décembre, suivie d'une séance de questions-réponses avec le public. D'après trois sources consultées par Vedomosti, dont deux proches de la présidence et une d'une chaîne de télévision fédérale, la date envisagée est le 10 décembre. Interrogé sur cette possibilité, Peskov a simplement répondu : « En décembre. » Cette date du 10 décembre ne constitue donc pas une confirmation officielle. Cet événement, intitulé « Bilan de l'année avec Vladimir Poutine », associe la traditionnelle conférence de presse à une séance de questions-réponses sur la politique intérieure, l'économie, les questions sociales et les relations internationales.

**Agence**

PORTÉ PAR LES INVESTISSEMENTS ET LES EXPORTATIONS

## Le PIB de la Malaisie a progressé de 5,5 % au troisième trimestre

Le gouverneur de la Banque de Malaisie, Abdul Rasheed Ghaffour, a souligné la résilience des chaînes d'approvisionnement nationales malgré les incertitudes internationales.

Le produit intérieur brut (PIB) de la Malaisie a progressé de 5,5 % au troisième trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente, grâce à la hausse des investissements privés et des exportations, notamment dans les secteurs technologiques. Ce chiffre, publié aujourd'hui par les autorités malaisiennes, est supérieur aux estimations préliminaires du gouvernement et aux prévisions des économistes (5,3 %), mais marque un ralentissement par rapport à la croissance de 6 % enregistrée au trimestre précédent. Le gouverneur de la Banque de Malaisie, Abdul Rasheed Ghaffour, a souligné la résilience des chaînes d'approvisionnement nationales malgré l'incertitude internationale et le rôle de la demande de semi-conducteurs, soutenue par l'essor de l'intelligence artificielle. La consommation privée a progressé de 4,3 %, les investissements privés de 9,4 % et les investissements publics de 3 %. Les exportations de biens et services ont augmenté de 25,2 %, tandis que les importations ont progressé de 26,7 %.

Parmi les secteurs productifs, le secteur manufacturier a progressé de 7,7 % et les services de 5,8 %, tandis que le secteur minier s'est contracté de 6,1 % en raison de la baisse de la production de pétrole et de gaz et des opérations de maintenance programmées. Les économistes anticipent une croissance supérieure à 5 % au quatrième trimestre, soutenue par la demande intérieure et les secteurs manufacturier et des services. Ces données économiques s'inscrivent dans un contexte économique contrasté pour l'Asie du Sud-Est : le Vietnam a accéléré sa croissance à 9,95 %, contre 8,81 % précédemment, tandis que l'Indonésie et Singapour ont maintenu une croissance supérieure à 5 %. Aux Philippines, l'expansion a ralenti à 2,1 %, son niveau le plus bas depuis le début de la pandémie, tandis que la Thaïlande a connu une reprise partielle à 2,9 %, soutenue par les exportations.

R I.

ALLEMAGNE

## Berlin va baisser sa taxe sur l'électricité et plafonner les prix des carburants

Le gouvernement allemand a annoncé mercredi réduire sa taxe sur l'électricité et instaurer un plafonnement des prix des carburants à partir de 2027 face à la flambée des prix de l'énergie dûe au conflit au Moyen-Orient.

Selon un document détaillant les décisions prises par la coalition réunissant conservateurs de la CDU et sociaux-démocrates du SPD, la taxe sur l'électricité sera abaissée «à compter du 1er janvier 2027 et jusqu'au 31 décembre 2027» au niveau minimal autorisé dans l'Union européenne. Une prolongation au-delà de cette date est envisagée, sous réserve d'un financement pérenne. La baisse de la taxe sur l'électricité était devenue un test de crédibilité pour le chancelier Friedrich Merz, qui en avait fait la promesse et est au plus bas dans les sondages de popularité, notamment du fait de la lenteur de la mise en œuvre de réformes promises et de disputes répétées entre CDU et SPD.

De 2,05 à 0,1 centime

La taxe pour les ménages passera d'environ 2,05 centimes à 0,1 centime par kilowattheure. Les entreprises qui ne bénéficiaient jusqu'ici pas de tarifs réduits profiteront également de ce montant. La CDU a assuré qu'«un salon de coiffure économisera plusieurs centaines d'euros par an sur sa facture d'électricité», et qu'«un supermarché bénéficiera d'un allègement de plusieurs milliers d'euros par an». Cité dans un communiqué de son parti, Friedrich Merz a assuré que «les petites entreprises et les familles ressentiront particulièrement cet allègement». La coalition s'est également accordée sur un plafonnement des prix des carburants à partir du 1er janvier 2027. Présentée comme une réponse à la crise énergétique provoquée par le conflit au Moyen-Orient, cette mesure doit initialement s'appliquer pendant trois mois mais pourra être prolongée jusqu'à un an. Depuis le 1er octobre, les automobilistes en Allemagne bénéficient déjà d'un rabais fiscal sur le prix des carburants.

**R I.**

ROYAUME-UNI

## L'inflation a atteint 3,6 % en octobre, son niveau le plus élevé en 12 mois

L'accélération des prix à la consommation, conforme aux prévisions des économistes, a été principalement déterminée par la hausse des coûts des carburants et la hausse de 4 % du plafond des tarifs énergétiques.

L'inflation au Royaume-Uni a atteint 3,6 % en octobre, son plus haut niveau en douze mois, selon les données de l'Office for National Statistics (ONS). Cette accélération des prix à la consommation, conforme aux prévisions des économistes, s'explique principalement par la hausse du prix des carburants et le relèvement de 4 % du plafond des prix de l'énergie, ainsi que par l'augmentation des droits d'accise sur les cigarettes électroniques et les produits du tabac. Les conséquences du conflit au Moyen-Orient et de la guerre entre la Russie et l'Ukraine continuent de peser sur l'évolution des prix. Pour la première fois depuis l'été 2023, l'inflation a dépassé la croissance des salaires de base, qui s'établissait à 3,5 %, érodant davantage le pouvoir d'achat des ménages britanniques à l'approche des fêtes de fin d'année.

# Cursor : une clé volée chez Fireworks AI à l'origine d'une cyberattaque

*Cursor a détaillé les circonstances de la cyberattaque ayant permis la diffusion d'une version malveillante de l'extension Claude Code sur sa marketplace. Dans un rapport publié le 13 novembre 2026, l'éditeur affirme qu'une clé d'accès compromise chez son fournisseur Fireworks AI a permis aux attaquants d'accéder à plusieurs systèmes internes et à des données clients.*

L'éditeur de code assisté par intelligence artificielle Cursor a publié de nouvelles informations sur l'incident de sécurité survenu le 29 octobre 2026. L'attaque avait conduit à la distribution de versions compromises de l'extension Claude Code d'Anthropic, susceptibles d'installer une porte dérobée sur les postes des développeurs. Jusqu'à 5 000 utilisateurs ont potentiellement reçu l'une des versions malveillantes pendant les onze heures où elles étaient disponibles. Ce chiffre correspond à un nombre de distributions potentielles, et non à un nombre d'infections confirmées.

Selon les conclusions de l'enquête de Cursor, l'intrusion a commencé chez Fireworks AI, un prestataire auquel l'éditeur faisait appel pour l'entraînement et l'inférence de modèles d'intelligence artificielle.

Un attaquant a récupéré une clé d'accès que Cursor avait fournie à ce partenaire, et qui aurait été exposée par Fireworks AI. Cette clé lui a permis de copier les données d'un espace de stockage accessible en lecture seule, utilisé pour les échanges entre les deux entreprises.

Cet espace contenait des historiques d'exécution d'agents de programmation, principalement issus de sessions réalisées en 2025. Ces données provenaient d'utilisateurs n'ayant pas activé le Privacy Mode, une fonctionnalité permettant notamment d'exclure leurs données de l'entraînement des modèles. Certains historiques conservaient des identifiants API qui n'avaient pas été masqués.




### Des identifiants réutilisés pour accéder aux systèmes internes

L'exploitation de ces informations a permis aux attaquants d'accéder à plusieurs outils SaaS utilisés par Cursor. Les données consultées comprenaient des archives de dépôts de code source non destinés à la production, des informations de support client, des échanges par courrier électronique, des statistiques d'utilisation et des coordonnées professionnelles.

Les attaquants ont également accédé à des résumés de conversations avec des agents de programmation et à certains identifiants précédemment transmis par des clients aux équipes de support. Cursor précise que moins de 0,05 % de ses utilisateurs ont été concernés par l'exposition d'historiques d'agents et que moins de 0,01 % de ses clients ont vu leurs identifiants API compromis.

Les systèmes de surveillance de Cursor ont détecté des activités non autorisées, déclenchant la révocation de la clé attribuée à Fireworks AI et le renouvellement de plusieurs identifiants. L'entreprise a également suspendu temporairement certains services internes et fonctionnalités de son produit pendant ses investigations.

### Une extension Claude Code modifiée pendant onze heures

Le 29 octobre, les attaquants ont utilisé un autre identifiant dérobé pour déposer des versions malveillantes de l'extension Claude Code dans le cache servant à distribuer les extensions de Cursor. Les versions concernées, numérotées 2.1.312 et 2.1.313, contenaient du code JavaScript destiné à installer un accès SSH persistant sur les machines Windows et macOS affectées.

Ce programme cherchait notamment à collecter des informations système, à ajouter une clé SSH contrôlée par les attaquants et à maintenir un accès distant.

Des erreurs de programmation relevées dans le code malveillant auraient toutefois limité son fonctionnement sur certains systèmes Windows et macOS.

Cursor indique que l'extension officielle d'Anthropic n'a pas été compromise et que la marketplace Open VSX, utilisée en amont, ne contenait pas ces versions malveillantes. L'incident concernait le mécanisme de distribution propre à Cursor.

L'entreprise a retiré les extensions concernées, reconstruit sa marketplace, renouvelé ses identifiants internes et redéployé son infrastructure de production par précaution. Elle a également interrompu les échanges de données avec Fireworks AI et transféré ses opérations d'inférence vers d'autres infrastructures.

Cursor affirme n'avoir observé aucune nouvelle activité malveillante depuis le 1er novembre. Les dépôts de code clients, les systèmes de production et les données des utilisateurs ayant activé le Privacy Mode n'auraient pas été affectés. Les utilisateurs ayant installé les versions compromises ont été contactés et invités à suivre les procédures de remédiation publiées par l'éditeur, la simple désinstallation de l'extension pouvant être insuffisante.

# OpenAI lance ChatGPT Wallet pour les paiements par agents IA

OpenAI a présenté, le 13 novembre 2026, ChatGPT Wallet, un portefeuille de paiement permettant aux agents d'intelligence artificielle d'effectuer des achats pour le compte des utilisateurs. Développée en partenariat avec American Express, Mastercard et Visa, la solution repose sur la tokenisation des données bancaires et une validation de chaque transaction. Son déploiement débute aux États-Unis auprès des abonnés ChatGPT Pro, via dots.

OpenAI étend les capacités transactionnelles de ses agents IA avec ChatGPT Wallet. Ce nouveau service permet à un agent d'effectuer un paiement pour le compte d'un utilisateur sans accéder aux véritables coordonnées de sa carte bancaire. Il s'appuie sur les infrastructures de paiement existantes et nécessite une autorisation explicite avant chaque achat.

Le dispositif a été développé en partenariat avec American Express, Mastercard et Visa. Selon OpenAI, les utilisateurs conservent les programmes de récompenses associés à leurs cartes ainsi que les protections applicables à certains litiges. Les transactions restent effectuées directement auprès des commerçants, qui conservent la gestion des prix, des commandes, des livraisons, des retours et du service client.

Le lancement intervient alors qu'OpenAI revendique 1,2 milliard d'utilisateurs hebdomadaires de ChatGPT. L'entreprise entend compléter les fonctionnalités de recherche, de comparaison de produits et d'aide à la décision par la possibilité de finaliser des achats à travers ses agents.

### Un paiement sécurisé par tokenisation

ChatGPT Wallet permet à l'utilisateur d'enregistrer une carte de crédit une seule fois. Lorsqu'un agent prépare un achat, il présente les articles sélectionnés, le montant total et la carte utilisée. La transaction doit ensuite être approuvée au moyen d'une vérification de sécurité, notamment par reconnaissance faciale ou empreinte digitale.

Après validation, le réseau de paiement génère un jeton qui remplace les véritables coordonnées bancaires. Ce jeton comprend un numéro de carte, un code de sécurité et une date d'expiration utilisables pour traiter la transaction. Le paiement est débité sur la carte sélectionnée, sans que ChatGPT Wallet communique les coordonnées bancaires réelles à l'agent ou au commerçant.

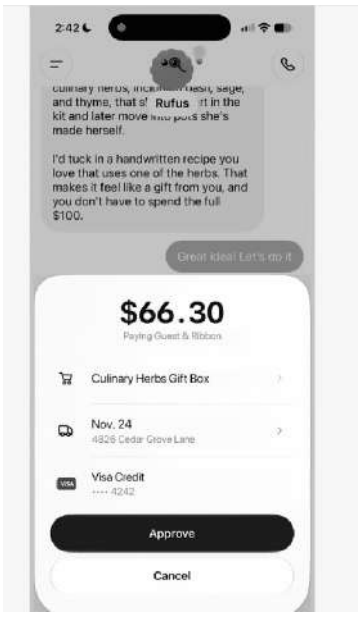
Chaque autorisation donne lieu à un enregistrement permettant d'identifier l'achat explicitement approuvé par l'utilisateur. Les banques et les réseaux de paiement continuent d'intervenir dans l'évaluation des transactions, tandis que les commerçants utilisent leurs systèmes d'encaissement habituels.

### Des outils pour adapter les sites marchands

En parallèle, OpenAI publie un Commerce Partner Playbook destiné aux entreprises souhaitant accepter les achats réalisés par des agents IA. Ce guide détaille les adaptations nécessaires à la présentation des produits, à l'accès aux sites marchands et au traitement des paiements automatisés.

Les commerçants peuvent notamment faire vérifier leur entreprise dans ChatGPT, actualiser leurs informations et transmettre un catalogue de produits comprenant les prix et les disponibilités. OpenAI recommande également de configurer les CDN et les pare-feu pour reconnaître les requêtes signées des agents grâce à Web Bot Auth, afin d'éviter leur blocage involontaire.

Le fournisseur travaille avec plusieurs spécialistes de la prévention de la fraude, dont Forter, Riskified, Sardine et Signifyd, ainsi qu'avec les prestataires de paiement Adyen,




Checkout.com et Stripe. Ces collaborations visent à faciliter la reconnaissance des transactions légitimes effectuées par les agents et à limiter les refus de paiement injustifiés.

### Un lancement limité aux abonnés Pro américains

Les entreprises peuvent également développer des plugins permettant aux agents de consulter les disponibilités, de gérer les paniers ou d'interagir avec leurs services. OpenAI mentionne aussi la possibilité d'intégrer des outils WebMCP aux sites marchands, sans imposer ces intégrations pour permettre la navigation automatisée.

ChatGPT Wallet commence son déploiement dans dots, le service d'agent personnel d'OpenAI. Dans un premier temps, seuls les abonnés ChatGPT Pro âgés d'au moins 18 ans, résidant aux États-Unis et disposant d'une carte de crédit éligible American Express, Chase, Mastercard ou Visa émise aux États-Unis peuvent accéder à cette fonctionnalité. Les cartes de débit ne sont pas prises en charge. Les utilisateurs doivent également disposer d'une adresse de facturation américaine.

OpenAI prévoit également de faire évoluer les mécanismes d'autorisation. À terme, les utilisateurs pourraient déléguer certains achats à leurs agents en définissant à l'avance des plafonds de dépenses, des catégories de produits ou des périodes d'utilisation. Ces transactions préapprouvées devraient s'accompagner de contrôles de sécurité supplémentaires. Aucune date de déploiement international n'a été communiquée.

ILS REPARTAIENT AVEC DES PALETTES ENTIÈRES DE PIÈCES NEUVES

# Un salarié de Ford aidait des voleurs à vider trois usines

*Pendant plusieurs années, une entreprise basée près de Detroit recevait régulièrement des pièces neuves directement depuis les usines de Ford. Certaines servaient à réparer des voitures. La majorité était toutefois revendue sur eBay. Sauf que tous ces éléments provenaient en réalité de vols successifs. L'opération était organisée avec la complicité d'un employé du constructeur. Il aura fallu plusieurs années et des dizaines de milliers de dollars de pièces dérobées pour que la supercherie soit finalement découverte.*

L'entreprise soupçonnée de recel disposait d'entrepôts remplis de pièces Ford provenant directement de trois usines américaines. Or, tous ces éléments étaient issus de vols organisés avec la complicité d'un salarié du constructeur. Quatre personnes, dont trois membres d'une même famille, ont été arrêtées dans cette affaire. Tout commence en mai 2025. Des employés de l'usine Ford de Rouge, près de Dearborn, dans la région de Detroit, remarquent alors la disparition de quantités importantes de pièces. Ils découvrent qu'un groupe d'hommes les a dérobées avec la complicité de l'un de leurs collègues. Et ce, à plusieurs reprises. Les malfaiteurs se sont rendus sur place à six occasions. Ils intervenaient toujours le samedi soir, lorsque les usines sont plus calmes, pour s'emparer de quantités colossales de pièces.

Ces voleurs ne manquaient pas de culot. Ils repartaient à chaque fois avec des palettes entières, comprenant parfois des éléments volumineux. Rien que pour cette usine, le préjudice est estimé à 80 000 dollars. Parmi les pièces dérobées figuraient des panneaux de carrosserie, des essieux complets de pick-up ou encore de nombreux blocs optiques. La découverte de ces vols a ensuite permis de faire le lien avec l'entreprise Startec Auto. Également basée à Detroit, cette société était spécialisée dans la vente en ligne de pièces neuves Ford.

Lors des perquisitions, les enquêteurs ont retrouvé des entrepôts entiers remplis de pièces détachées. Cette découverte a déclenché une enquête de police, mais aussi des investigations internes chez Ford.

### Le vol de pièces détachées, un marché lucratif et international

L'enquête interne de Ford a révélé que le manège durait depuis plusieurs années. Deux autres usines avaient également été touchées au cours des deux années précédentes. Le montant total des vols n'est pas encore connu. Il est toutefois sans doute bien supérieur aux 80 000 dollars initialement recensés à l'usine de Rouge. De son côté, l'enquête de police a mis au jour des SMS assez explicites entre les suspects. Dans l'un d'eux, le salarié de l'usine prévient ses complices de l'arrivée d'une commande de 128 paires de phares. Leur valeur atteint 22 400 dollars. Bien que les faits remontent désormais à plus d'un an, les suspects n'ont toujours pas été jugés. L'enquête se poursuit. Les autorités souhaitent s'assurer d'avoir découvert l'ensemble de ce réseau de vol et de recel. En attendant, Ford est désormais contraint de faire surveiller les livraisons de pièces dans les trois usines concernées. Le constructeur a également dû renforcer leur sécurité.



Bien entendu, un réseau de cette ampleur, qui dérobe directement des pièces neuves chez un constructeur, relève du fait divers assez exceptionnel. Le vol de pièces détachées est cependant fréquent en Europe, et notamment en France. La plupart du temps, ces vols ont lieu directement sur des véhicules stationnés. Ils présentent rarement un caractère aussi professionnalisé. Cela rappelle néanmoins qu'il faut faire preuve de vigilance lors de l'achat de pièces d'occasion. Même certains vendeurs qui semblent sérieux de prime abord peuvent avoir des fournisseurs aux pratiques douteuses. Dans cette affaire américaine, il était toutefois difficile pour des acheteurs particuliers de soupçonner qu'une entreprise d'apparence aussi importante puisse se livrer à de telles pratiques.

# Markus Haupt, patron de Seat et Cupra, sur l'avenir des deux marques : "Un scénario où la marque Seat n'existe pas"

Seat pourrait un jour disparaître du paysage automobile. Le patron des marques espagnoles du groupe Volkswagen vient de reconnaître ouvertement cette possibilité, alors que Cupra s'impose comme son principal moteur de croissance. Mais contrairement à ce qui était envisagé il y a quelques années, le passage au tout électrique de Cupra n'a plus de date précise.

Il fut un temps où Seat représentait le visage jeune et abordable du groupe Volkswagen. Mais depuis le lancement de Cupra en tant que marque indépendante en 2018, les rôles ont progressivement changé. Les modèles sportifs et plus valorisants de Cupra attirent davantage de clients, tandis que Seat reste concentré sur des voitures thermiques relativement accessibles. Cette différence se retrouve désormais dans les chiffres de vente. Et elle soulève une question que le groupe Volkswagen ne cherche plus vraiment à éviter : Seat a-t-il encore un avenir à long terme ?

Interrogé lors du congrès Automobilwoche à Berlin, Markus Haupt, patron de Seat et Cupra, a reconnu qu'une disparition de la marque historique faisait partie des scénarios possibles. En parallèle, il a confirmé que Cupra avait vocation à devenir entièrement électrique, mais sans fixer d'échéance.

### Cupra vend désormais bien plus de voitures que Seat

Les chiffres montrent à quel point les deux marques ont pris des trajectoires différentes. Selon les données du cabinet Dataforce, Cupra a enregistré 223 914 immatriculations en Europe sur les neuf premiers mois de 2026, contre 155 777 pour Seat. Cupra représente ainsi 68 137 voitures supplémentaires, soit environ 44 % de plus que Seat sur cette période. Une différence d'autant plus significative que la marque Cupra n'existe sous sa forme actuelle que depuis huit ans, alors que Seat possède une histoire industrielle bien plus ancienne.

Pour Markus Haupt, le choix du groupe est clair : "Cupra est clairement notre moteur de croissance". C'est donc sur cette marque que le constructeur espagnol compte principalement pour développer son activité. Le catalogue Cupra s'est d'ailleurs considérablement élargi. Aux modèles thermiques et hybrides rechargeables comme les Formentorou Terramar s'ajoutent les électriques Born et Tavascan. La marque prépare également la commercialisation de la Raval, une citadine électrique destinée à élargir sa clientèle. À l'inverse, Seat continue de proposer une gamme exclusivement thermique, notamment composée des Ibiza, Arona, Leon et Ateca. Le constructeur prévoit bien l'arrivée de motorisations à hybridation légère sur les Ibiza et Arona en 2027, mais aucune voiture 100 % électrique n'est annoncée sous le badge Seat.

### Seat pourrait disparaître, mais Volkswagen n'a pas encore tranché

Markus Haupt ne dissimule manifestement pas les interrogations qui entourent la marque. Lors de son intervention à Berlin, il a reconnu qu'un scénario dans lequel Seat n'existerait plus était envisageable. Il ne s'agit toutefois pas d'une décision officielle de Volkswagen. Le dirigeant précise qu'il est encore trop tôt pour




trancher et que plusieurs facteurs détermineront la suite, notamment la demande des clients, les règles européennes sur les émissions de CO2 et la rentabilité de la marque.

L'évolution de la réglementation pourrait même donner un peu de répit à Seat. Le groupe espère qu'un assouplissement des objectifs européens de réduction des émissions, ainsi qu'une remise en cause de l'interdiction des voitures thermiques neuves prévue pour 2035, permettront de prolonger la commercialisation de modèles essence à prix relativement contenus. Markus Haupt y voit d'ailleurs une possible raison d'espérer pour Seat. Mais il pose également une limite très concrète : la marque restera au catalogue aussi longtemps que son maintien aura un intérêt économique.

Autrement dit, Volkswagen ne fixe pas aujourd'hui de date de disparition à Seat, mais ne garantit pas non plus sa pérennité. Pour les clients, cela ne change rien à court terme : les modèles actuels continuent d'être commercialisés et les Ibiza et Arona doivent encore évoluer en 2027. En revanche, pour les salariés, le discours n'est pas particulièrement rassurant.

### Cupra sera 100 % électrique, mais sans calendrier imposé

Si l'avenir de Seat reste incertain, celui de Cupra est beaucoup plus clairement défini. Markus Haupt confirme que la marque doit, à terme, abandonner les motorisations thermiques. « Nous passerons à 100 % électrique avec Cupra. C'est l'objectif. Mais nous n'avons pas de date fixe. Ce sont les clients qui donneront le rythme », a-t-il expliqué lors du congrès berlinois.

Cupra ne renonce donc pas à l'électrique, mais refuse désormais de s'enfermer dans une échéance qui pourrait ne pas correspondre à la demande. C'est en réalité surtout aussi une façon de rester prudent quant à la demande actuelle, certes réelle mais très conjoncturelle et subventionnée. Le constructeur continuera donc de proposer des motorisations thermiques et hybrides aussi longtemps que nécessaire.

Cette prudence s'explique aussi par le contexte concurrentiel. Markus Haupt évoque notamment la pression des constructeurs chinois en Europe, dont les modèles électriques et hybrides se multiplient à des tarifs agressifs. Pour y répondre, le patron de Seat et Cupra estime que le groupe doit travailler sur trois points : l'identité de ses marques, la technologie et les coûts de production. Car les bons résultats commerciaux de Cupra ne garantissent pas qu'elle conservera durablement son avance.

Enfin, Cupra cherche de nouveaux débouchés hors d'Europe. Le constructeur étudie notamment une implantation au Moyen-Orient, avec les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite parmi les marchés envisagés. En revanche, son projet d'arrivée aux États-Unis a été abandonné pour le moment, en raison des incertitudes politiques et géopolitiques. Le groupe Volkswagen se retrouve ainsi avec deux marques espagnoles aux perspectives bien différentes : Cupra doit devenir entièrement électrique, mais à son rythme, tandis que Seat devra surtout prouver qu'elle peut encore être rentable ... pour continuer d'exister.

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Passé inaperçue / Roi des francs (prénom et nom) | | Chance / Abri galant | | Usé | | Couron-nement / Épuisée | | Poisson | | Fleuve côtier / Appareil de levage | | | Fils de Noé | | | | |
| | | | | | | | | | | | Lettres pieuses / Poissons | | | | | | |
| Plus de nourriture / Pas du pays | | | | Arme rudimen-taire | | | | Plante des Alpes / Dedans | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | Fromage hollandais / Enveloppe de tissu | | | | | | | | |
| Adverbe de lieu / Prénom masculin | | | | Aléatoire | | | | | | | | | Amoureu-sement | | | | |
| | | | | Poisson plat | Trembler | | Venelles | Riches | | | | | | | | | |
| Agacer | | | | | | | | Pronom personnel | | | Rôles | | Archives télévi-suelles | | | | |
| Calme | Aigreur | | Bradype / Culotte | | | Adjectif numéral | | | | Résineux / Ancienne Europe | | | | | | | |
| | | | | | | | | Possède | Nombre / Magazine français du week-end | | | | | | | | |
| Mélanger / Génie femelle dans les contes persans | | | | | | Nettoierai / Indif-férence | | | | | | | | | | | |
| | | | | Embourbés / Estuaire | | | | | | | | | Note de musique | | | | |
| Retapée / Note de musique | | | | | | | | Pays européen | | Poème lyrique / Tunique blanche | | | | | | | |
| | | Il n'est pas noble | Surveillance | | Élimé | | | | Petit âne | | | | | | | | |
| Pressant / Passion | | | | | | | Aurochs | | Unique | | | | Engraissa | | | | |
| | | | | | Plante crucifère | | | | | | | | | | | | |
| Saison | | | | Cri pour attirer l'attention / Bouleverse | | | | | Pareil / Notre chère planète qu'il ne faut pas détruire | | | | | | | | |
| Gros véhicule | Amérindien / Aigre | | | | Nonchalant / Vague | | | | | Prénom féminin | | | | | | | |
| | | | Gâtée / Petite quantité | | | | | | | Oncle américain / Piécette | | | | | | | |
| Béton / Préambules | | | | | | | Lentille bâtarde / Scandium | | | | Tera-seconde | | Génisse | | | | |
| | | | | | | | | Palmier grimpant | | | | | | | | | |
| Erbium | | | Règle pour tracer des droites | | | Ville de Bourgogne (Le) | | | | | | | | | | | |

PÉTROLE

## Le Brent à plus de 92 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en baisse, mercredi, les prix du Brent et du West Texas Intermediate (WTI) affichant un repli.
Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, perdait 1,18 % à 92,04 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, se repliait de 1,87 % à 84,40 dollars.


# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

Jeudi 19 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz


DOUANES

## Saisie de plus d'un million de comprimés psychotropes en une semaine

Les services des Douanes ont saisi plus d'un million de comprimés psychotropes, ainsi que plus de 5 kg de kif traité, durant la période allant du 8 au 14 novembre courant, indique mercredi un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD). Ces saisies, constituées de 5,2 kg de kif traité et de 1.104.236 comprimés psychotropes, s'inscrivent dans le cadre des efforts soutenus déployés par les brigades douanières, lors de leurs propres interventions opérationnelles, ou en coordination avec les différents corps de sécurité, précise la même source.

ANP

# Saisie de plus de 5 quintaux de kif traité aux frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de cinq (5) quintaux de kif traité, provenant des frontières avec le Maroc, ont été mises en échec par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 11 au 17 novembre en cours, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.
"Dans la dynamique des efforts consentis dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont exécuté, durant la période allant du 11 au 17 novembre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.
Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'ANP ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations", ajoute le bilan.
Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 32 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 5 quintaux et 72 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 47 kilogrammes de cocaïne et 844.953 comprimés psychotropes ont été saisis".
A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam, Illizi et Djanet, des détachements de l'ANP ont arrêté "126 individus et saisi 27 véhicules, 87 groupes électrogènes, 38 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. De même, 13 autres individus ont été appréhendés et 6 pistolets mitrailleurs, 5 fusils de chasse, 22.740 litres de carburants et 9 quintaux de tabacs, ont été saisies, et ce, lors d'opérations distinctes".
Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 70 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 457 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

**APS**

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

# *Qui a peur de la planification ?*

**Les souvenirs de la planification à la soviétique font peur, mais pas qu'eux. D'autres peurs se sont installées.** La peur d'échouer dans son action : sans planification et sans objectifs clairs à un horizon, on ne risque rien ; comme disait l'adage : « celui qui n'a pas d'objectifs, il ne risque pas de les atteindre ». La peur de changer l'allocation des ressources à des actions programmées : sans planification, les ressources sont allouées de manière arbitraire et on peut changer la destination à tout moment. La peur d'une redevabilité : le développement ne se mesure pas qu'à la performance industrielle à un moment, mais à la durabilité économique, sociale et environnementale. Sans une planification à moyen terme et une gouvernance éclairée, responsable et transparente cette durabilité ne peut être assurée.
Donc ne pas planifier laisse beaucoup de liberté et peu de redevabilité pour les décideurs.
Prenons quelques exemples pour une mise en perspective et dire que la planification à la soviétique a fait son temps, alors que la planification du développement n'a jamais été dans l'actualité comme en ce moment face aux crises récurrentes, aux ruptures chroniques dans les équilibres ressources-population-nature et à une géopolitique menaçante. Dans l'après-guerre et surtout dans les années 60 plusieurs pays libéraux ont mis en place des systèmes de planification, très éloignés du modèle soviétique, pour conduire leur développement dans un contexte contraint.

**1. Singapour : L'exemple type du développement pensé et planifié**

En 1965, lors de son accession à l'indépendance, Singapour est un petit État dépourvu de ressources naturelles, confronté à une pauvreté endémique et à des tensions ethniques. Face à cette vulnérabilité, les dirigeants (notamment Lee Kuan Yew) ont pensé un modèle de société fondé sur l'excellence du capital humain et l'ouverture internationale. Ils ont planifié l'aménagement du territoire au millimètre près (création de zones industrielles strictes), politiques de logement social rigoureuses avec le Housing & Development Board et gouverné avec un État stratège, fort, intègre et axé sur les résultats. Au final : le pays est devenu l'un des hubs économiques mondiaux les plus prospères.

**2. La Corée du Sud : La réflexion stratégique et les choix d'investissements**

Dans les années 1960, la Corée du Sud sort ruinée de la guerre. Plutôt que de disperser ses faibles ressources, l'État fait un choix stratégique fort : privilégier l'éducation de masse et l'émergence de conglomérats industriels orientés vers l'exportation (les chaebols, comme Samsung ou Hyundai). L'État a subordonné ses aides financières à la performance à l'exportation, sacrifiant le bien-être immédiat au profit d'une transformation structurelle de long terme. C'est le parfait exemple d'un choix d'investissement ciblé sur les avantages comparatifs futurs. Le plan en était l'instrument privilégié.

**3. Les pays scandinaves (ex. : la Suède ou la Norvège) : La gouvernance et la conception centrée sur l'humain**

Ces pays démontrent que le modèle nordique de développement y est pensé autour du bien-être et de l'égalité des chances, et gouverné par un dialogue social permanent (État, syndicats, patronat) et une transparence institutionnelle exemplaire. La transition écologique y est aujourd'hui planifiée à l'horizon de plusieurs décennies avec une large adhésion citoyenne, illustrant une gouvernance inclusive et stable.
On peut aussi évoquer le modèle français de planification conçu à la fin de la guerre autour d'un Commissariat Général au Plan avec de larges prérogatives. Les Pays-Bas sont eux aussi dotés d'un puissant Bureau de la Planification auprès du premier ministre. Le cas exemplaire de planification est certainement celui de la Malaisie, sous la gouvernance de Mahathir, défini autour des plans quinquennaux (RMK) coordonnés par le ministère de l'Economie et sous la supervision directe du premier ministre. Le dernier RMK13 (2026-2030) est placé sous le thème « Repenser le développement ».
On remarquera que les pays du Sud Est Asiatique et les pays Nordiques sont portés sur le long terme et la planification, alors que les pays Latins et Méditerranéens sont sous la dictature du court terme ; ce qui explique, en partie, les différences du niveau de développement et l'aversion pour le risque. (Voir travaux de Hofstede).
Le développement doit être pensé dans sa conception, réfléchi dans ses choix, planifié dans sa trajectoire et gouverné dans sa mise en œuvre.
L'histoire économique contemporaine nous démontre qu'une croissance improvisée génère souvent des déséquilibres profonds : gaspillage des ressources, fractures sociales et dégradation environnementale.
Face à ces écueils, le véritable développement — qu'il soit économique, territorial ou humain — ne peut être le fruit du hasard et doit s'inscrire dans la globalité et le long/moyen terme. Il exige une ingénierie rigoureuse articulée autour de quatre piliers fondamentaux : une conception visionnaire, des choix stratégiques éclairés, une planification dimensionnée et une gouvernance efficace.
Dès lors, comment articuler la vision stratégique à long terme avec l'efficacité de l'action publique sur le terrain ? Nous verrons que le développement exige une phase d'élaboration intellectuelle et d'arbitrage stratégique, avant d'analyser comment la planification spatio-temporelle et la gouvernance institutionnelle garantissent sa concrétisation pérenne.
La planification doit avoir une posture prospective : Penser sur le temps long pour anticiper les ruptures (transitions écologique, numérique, démographique) et bâtir la résilience.
Les ressources rares ne peuvent être allouées efficacement dans le court terme : Reconnaître que les ressources (financières, naturelles, humaines) sont limitées ; gouverner le développement, c'est donc prioriser pour un bon usage de ces ressources. Il est difficile de faire des arbitrages à court terme, alors que les consensus à long terme sont possibles.
La cohérence spatiale et intersectorielle : Éviter le développement à deux vitesses (équilibre urbain/rural ; Nord/Sud ; littoral/désert) et assurer la synergie entre les politiques publiques (énergie, eau, transports, industrie, agriculture).
C'est souvent au stade de l'exécution que les meilleurs plans échouent. La gouvernance est le moteur qui transforme la stratégie en résultats tangibles. Une planification sans gouvernance c'est comme une carte sans échelle.
Ces exigences forment un cycle vertueux et indissociable : une conception sans planification reste une utopie ; une planification sans choix stratégiques mène à l'inefficacité et au gaspillage des ressources ; et l'ensemble, privé d'une gouvernance rigoureuse, aboutit à l'échec opérationnel.
Penser, réfléchir, planifier et gouverner constituent ainsi la matrice indispensable pour passer d'une dynamique subie à un développement véritablement maîtrisé et durable.
Face aux crises multiples du XXIe siècle — qu'elles soient climatiques, énergétiques ou géopolitiques —, l'improvisation n'est plus une option.

***On notera, sans difficulté, que l'Algérie est singulièrement décrite à grands traits dans ce récit ; il suffit d'ajouter la planification pour avoir un tableau complet.***